



MINISTRE DES FINANCES ET DU BUDGET



PROJET DE LOI DE FINANCES PORTANT BUDGET DE L'ETAT POUR L'ANNÉE 2026

RAPPORT DE PRESENTATION

PROJET DE LOI DE FINANCES PORTANT BUDGET DE L'ETAT POUR L'ANNÉE 2026

RAPPORT DE PRESENTATION

SOMMAIRE

RESUME	3
INTRODUCTION	5
I. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE A FIN DECEMBRE 2025	6
I.1 Situation économique à fin décembre 2025	6
I.2 Situation financière à fin décembre 2025.....	6
I.2.1 Recettes et dépenses budgétaires	6
I.2.2 Ressources et charges de trésorerie	8
I.2.3 Recettes et dépenses des Comptes Spéciaux du Trésor	9
II. PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET PROJET DE BUDGET POUR L'ANNEE 2026	9
II.1 Perspectives économiques en 2026	9
II.2 Composantes du projet de budget pour l'année 2026.....	10
II.2.1 Recettes et dépenses budgétaires	11
II.2.2 Ressources et charges de trésorerie	18
II.2.3 Recettes et dépenses des Comptes Spéciaux du Trésor	20
II.3 Analyse par mission des dépenses du projet de budget de l'année 2026 hors dette.....	21
II.4 Dépenses de lutte contre la pauvreté.....	22
CONCLUSION	23
ANNEXES.....	25

RESUME

L'élaboration du projet de budget pour l'exercice 2026 intervient dans un contexte international marqué par la persistance des crises géopolitiques avec la poursuite de la guerre russo-ukrainienne et du conflit israélo-palestinien, la recrudescence des tensions commerciales, l'insécurité permanente dans les pays frontaliers du Sahel et les effets négatifs du changement climatique. Malgré cet environnement difficile, l'économie mondiale continue de faire preuve de résilience. Ainsi, la croissance mondiale qui était de 3,3% en 2024, devrait chuter en 2025 à 3,0%, avant de rebondir à 3,1% en 2026.

Au niveau national, la Côte d'Ivoire continue d'afficher une bonne performance économique, confirmant sa résilience aux chocs extérieurs. En effet, la croissance économique nationale devrait atteindre 6,7% en 2026 contre un niveau de 6,5% attendu en 2025. Cette bonne dynamique serait soutenue par la poursuite des réformes structurelles en cours pour l'accompagnement efficace de l'économie, ainsi que par la mise en œuvre du Plan National de Développement (PND) 2026-2030 en cours de finalisation.

Le projet de budget pour l'année 2026 est structuré en **29** dotations et **158** programmes dont **39** Comptes Spéciaux du Trésor, déclinés au sein des Institutions et Ministères. Il s'équilibre globalement en ressources et en charges à **17.350,2 milliards de FCFA**, contre **15.339,2 milliards de FCFA** en 2025, soit une progression de **13,1%**.

Les ressources du projet de budget 2026 sont composées de 8.728,4 milliards de FCFA de recettes budgétaires, 7.081,5 milliards de FCFA de ressources de trésorerie et 1.540,2 milliards de FCFA de recettes des Comptes Spéciaux du Trésor. Ces ressources permettront de prendre en charge le service de la dette publique (38,5% du budget), les dépenses

de personnel (16,4% du budget), les acquisitions de biens et services (6,8% du budget), les transferts courants (5,2% du budget), les dépenses d'investissement (24,2% du budget) et les dépenses des comptes spéciaux du Trésor (8,9% du budget).

Ce projet de budget a été élaboré sur la base des principales hypothèses suivantes :

- la stabilisation de la croissance mondiale en 2026 avec un taux de 3,1% contre 3,0% en 2025 ;
- la consolidation du dynamisme de la croissance de l'économie nationale avec un taux de 6,7% en 2026 contre 6,5% en 2025 ;
- la projection du taux de change entre le dollar US et le Franc CFA à 560,9 en 2026 contre 560,4 en 2025 ;
- l'estimation du cours moyen du pétrole brut à 70,6 dollars US le baril en 2026 contre 73,7 dollars US le baril pour l'année 2025 ;
- l'estimation de la valeur du prix CAF du cacao, du café et de la noix de cajou respectivement à 3.100,0 FCFA/kg, 1.779,0 FCFA/kg et 788,0 FCFA/kg en 2026 contre respectivement 2.874,2 FCFA/kg, 2.033,5 FCFA/kg et 886,7 FCFA/kg pour l'année 2025 ;
- la bonne tenue de la demande, tirée principalement par le dynamisme des investissements (+11,1%) et également par l'affermissement de la consommation finale (+5,9%).

La politique budgétaire sera orientée en 2026 vers la poursuite de l'accroissement de la mobilisation des ressources intérieures, la maîtrise des charges de fonctionnement et la consolidation des dépenses d'investissement. Elle consistera également à renforcer les dépenses sociales, en particulier celles visant la réduction de la pauvreté et des inégalités sociales, ainsi que celles en faveur de la protection de l'environnement et de l'adaptation au changement climatique et de la promotion du genre. En outre, la politique budgétaire sera caractérisée

par le maintien du déficit budgétaire à 3,0% du PIB comme en 2025, conformément à la norme communautaire, ainsi que par la consolidation de la viabilité de l'endettement public.

Au total, le projet de budget pour l'année 2026, d'un montant de 17.350,2 milliards de FCFA, reflète les orientations du Plan National de Développement (PND) 2026-2030 qui rentre dans sa mise en œuvre.

INTRODUCTION

L'élaboration du projet de budget pour l'exercice 2026 intervient dans un contexte international marqué par la persistance des crises géopolitiques avec la poursuite de la guerre russo-ukrainienne et du conflit israélo-palestinien, la recrudescence des tensions commerciales, notamment entre les Etats-Unis et la Chine, l'insécurité permanente dans les pays frontaliers du Sahel et les effets néfastes du changement climatique. Malgré cet environnement difficile, l'économie mondiale continue de faire preuve de résilience. Ainsi, la croissance mondiale qui était de 3,3% en 2024, devrait s'établir à 3,0% en 2025, avant de rebondir à 3,1% en 2026.

Parallèlement, l'inflation mondiale poursuit sa tendance baissière amorcée depuis 2024 où elle est ressortie à 5,6%, après les pics de 2022 et 2023 avec des niveaux respectifs de 8,7% et 6,6%, grâce au maintien de politiques monétaires restrictives menées par la plupart des grandes banques centrales. Ainsi, le taux d'inflation devrait se situer à 4,2% en 2025 puis à 3,6% en 2026.

Concernant l'Afrique subsaharienne, la croissance de l'économie devrait se stabiliser en 2025 avec un taux de 4,0% comme en 2024, accompagnée également d'un ralentissement de l'inflation qui baisserait de moitié entre 2022 et 2024. La croissance de l'économie subsaharienne est toutefois projetée en hausse en 2026 où elle devrait atteindre un taux de 4,3%.

Au niveau national, l'économie ivoirienne demeure dynamique grâce à la bonne exécution du Plan National de Développement (PND) 2021-2025 et la mise en œuvre des réformes structurelles engagées dans le cadre du programme économique et financier conclu avec le FMI pour la période 2023-2026. Ainsi, le taux de croissance devrait atteindre 6,5% en

2025. Il est projeté à 6,7% en 2026, confirmant la résilience de l'économie nationale qui bénéficierait, entre autres, du début de mise en œuvre du Plan National de Développement (PND) 2026-2030.

Quant à l'inflation, elle a été progressivement contenue, atteignant 3,5% en 2024, après des niveaux de 5,2% et 4,4% enregistrés respectivement en 2022 et 2023. Elle devrait poursuivre sa décrue pour se situer à 1,0% en 2025 et se stabiliser en 2026 avec un taux de 1,5%, ressortant ainsi en dessous de la norme communautaire de 3,0%. Cette bonne évolution résulterait de l'effet conjugué du dynamisme de l'économie et de la poursuite des actions de lutte contre la vie chère, à travers notamment la maîtrise des prix des produits alimentaires.

En 2026, la politique budgétaire s'inscrira dans la poursuite des efforts visant à favoriser une croissance économique forte, durable et inclusive. A ce titre, elle sera orientée vers l'accroissement de la mobilisation des ressources intérieures, la maîtrise des charges de fonctionnement et la consolidation des dépenses d'investissement. Elle consistera également à renforcer les dépenses sociales, notamment celles visant la réduction de la pauvreté et des inégalités sociales, ainsi que celles en faveur de la protection de l'environnement et de l'adaptation au changement climatique et de la promotion du genre. En outre, la politique budgétaire sera caractérisée par le maintien du déficit budgétaire à 3,0% du PIB comme en 2025, conformément à la norme communautaire, ainsi que par la consolidation de la viabilité de l'endettement public.

Ce rapport présente la situation économique et financière attendue en 2025, les perspectives économiques pour 2026 et le projet de budget de l'État pour l'exercice 2026.

I. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE A FIN DECEMBRE 2025

I.1 Situation économique à fin décembre 2025

Au plan international, le monde est confronté depuis janvier 2025 à de nouveaux chocs qui aggravent un paysage macroéconomique mondial déjà éprouvé. Parmi ces chocs, figurent une série de nouveaux tarifs douaniers imposés par les États-Unis et des mesures de rétorsion annoncées par leurs principaux partenaires commerciaux. Dans ce contexte davantage incertain, l'économie mondiale afficherait une croissance moindre de 3,0% à fin 2025 contre 3,3% en 2024.

L'inflation mondiale devrait, quant à elle, reculer en passant de 6,6 % en 2023 à 5,6 % en 2024, puis à 4,2 % en 2025.

En Afrique subsaharienne, la croissance économique s'établirait à 4,0% en 2025 comme en 2024.

Dans **la zone UEMOA**, la croissance économique se situerait à 6,7% en 2025 contre 6,3% en 2024.

Au plan national, l'activité économique enregistrerait une croissance de 6,5% en 2025 contre 6,0% en 2024, tirée principalement par les secteurs secondaire et tertiaire.

En effet, le **secteur primaire** enregistrerait une hausse de 2,0%, en raison principalement de la pêche (+5,2%) et de l'agriculture vivrière et élevage (+7,5%).

Le **secteur secondaire** progresserait de 8,0% sous l'impulsion du secteur de l'extraction minière (+17,0%), des autres industries manufacturières (+8,6%), de l'énergie (+8,0%) et des BTP (+5,8%).

S'agissant du **secteur tertiaire**, sous l'impulsion du secteur secondaire, il afficherait une progression de 7,4% soutenue par l'ensemble de ses composantes, notamment les autres services (+7,8%), le transport (+7,1%), le commerce (+7,1%) et les télécommunications (+6,7%).

L'inflation devrait être ramenée à 1,0% en 2025 contre un niveau de 3,5% en 2024, ressortant ainsi en dessous de la norme communautaire de 3,0%.

Au niveau de la demande, la croissance en 2025 serait tirée par la reprise de la consommation finale (+5,2%) et la consolidation des investissements (+10,5%).

Concernant les échanges extérieurs, les exportations de biens et services, connaîtraient une hausse de 7,5% et les importations s'afficheraient également en hausse de 8,6%.

I.2 Situation financière à fin décembre 2025

Le budget pour l'année 2025, voté en équilibre à **15.339,2 milliards de FCFA** en ressources et en charges, s'exécute dans un contexte mondial difficile, marqué par la recrudescence des tensions géopolitiques et commerciales.

I.2.1 Recettes et dépenses budgétaires

I.2.1.1 Situation de mobilisation des recettes budgétaires

Les **recettes budgétaires 2025** ressortiraient à **7.568,2 milliards de FCFA** contre une prévision de **7.865,4 milliards de FCFA**. Elles sont composées à 94,6% de recettes fiscales, 3,9% de recettes non fiscales et 1,6% de dons.

Les **recettes fiscales** seraient mobilisées à hauteur de **7.152,6 milliards de FCFA** contre des prévisions de 7.387,0 milliards de FCFA, soit un écart négatif de **234,6 milliards de FCFA**.

Les **recettes non fiscales**, quant à elles, connaîtraient une hausse de **86,0 milliards de FCFA** pour s'établir à **296,4 milliards de FCFA**, en liaison avec une augmentation des recettes de services du trésor et des dividendes.

Les **dons** seraient mobilisés pour un montant global de **119,2 milliards de FCFA** contre des prévisions initiales de 267,9 milliards de FCFA, en lien avec le non décaissement du C2D en 2025.

Tableau 1 : Evolution des recettes budgétaires 2025

Natures des recettes	En milliards de FCFA		
	Budget voté (1)	Estimation (2)	Variation (3) = (2)-(1)
Recettes fiscales	7 387,0	7 152,6	- 234,6
Impôt sur le BIC hors pétrole	1 055,9	875,0	- 180,9
Impôts sur les revenus et salaires	859,0	834,5	- 24,5
Taxe sur la Valeur Ajoutée en régime intérieur	1 119,3	900,9	- 218,4
Taxes à l'importation sur les produits pétroliers	444,4	570,9	126,5
Taxes à l'importation sur les marchandises générales	1 595,2	1 479,0	- 116,2
Taxes à l'exportation	789,8	787,3	- 2,5
Autres recettes fiscales	1 523,4	1 704,9	181,5
Recettes non fiscales	210,4	296,4	86,0
Dons	267,9	119,2	- 148,7
Dons-projets	105,5	105,5	0,0
Dons-programmes	162,5	13,8	- 148,7
TOTAL	7 865,4	7 568,2	- 297,2

Sources : DGBF, DGTCP, DGI, DGD, DGE, DGPE

I.2.1.2 Situation d'exécution des dépenses budgétaires

Les dépenses budgétaires 2025 seraient exécutées à hauteur de **9.550,3 milliards de FCFA** contre une prévision de **9.843,9 milliards de FCFA**, soit une baisse de **293,6 milliards de FCFA**.

Ces dépenses budgétaires représentent 61,0% du budget de l'Etat et comprennent les charges financières de la dette publique (11,3%), les charges de personnel (16,2%), les achats de biens et services (7,3%), les transferts (5,5%) et les dépenses d'investissement (20,7%).

Les **charges financières de la dette** ressortiraient à **1.765,2 milliards de FCFA** contre 1.514,7 milliards de FCFA prévus initialement. Elles concernent la dette intérieure pour un montant de **747,3 milliards de FCFA** et la dette extérieure pour un montant de **1.017,9 milliards de FCFA**.

Les **charges de personnel** se situeraient à **2.532,6 milliards de FCFA** comme initialement projetées.

Les **dépenses d'acquisition de biens et services**, initialement programmées à 1.154,5 milliards de FCFA, s'établiraient à **1.143,2 milliards de FCFA**, soit une baisse de 11,3 milliards de FCFA.

Les transferts courants, initialement prévus à 849,1 milliards de FCFA, ressortiraient à **865,4 milliards de FCFA**, soit une hausse de 16,3 milliards de FCFA.

Les **dépenses d'investissement** seraient exécutées à hauteur de **3.243,8 milliards de FCFA** contre **3.792,9 milliards de FCFA** initialement prévus.

Tableau 2 : Evolution des dépenses budgétaires 2025

En milliards de FCFA

Natures des dépenses	Budget voté (1)	Estimation (2)	Variation (3)=(2)-(1)
Charges financières de la dette publique	1 514,7	1 765,2	250,5
Dette intérieure	627,1	747,3	120,2
Dette extérieure	887,6	1 017,9	130,3
Dépenses de personnel	2 532,6	2 532,6	0,0
Biens et services	1 154,5	1 143,2	-11,3
dont Abonnement	151,6	151,6	0,0
Transferts	849,1	865,4	16,3
dont Subventions aux écoles privées	175,5	175,5	0,0
Subvention au secteur électricité	69,4	85,7	16,3
Transfert aux collectivités	37,1	37,1	0,0
Dépenses d'investissement	3 792,9	3 243,8	-549,1
Financement Trésor	2 349,4	1 800,2	-549,1
Emprunts-projets	1 338,1	1 338,1	0,0
Dons-projets	105,5	105,5	0,0
TOTAL	9 843,9	9 550,3	-293,6

Sources : DGBF, DGTCP

I.2.2 Ressources et charges de trésorerie

Les ressources et charges de trésorerie se situeraient respectivement à **6.613,0 milliards de FCFA** et **4.700,2 milliards de FCFA** pour des prévisions de 6.099,5 milliards de FCFA et 4.121,0 milliards de FCFA.

Tableau 3 : Evolution des ressources et des charges de trésorerie 2025

En milliards de FCFA

Rubriques	Budget voté (1)	Estimation (2)	Variation (3) = ((2)-(1))
Ressources de trésorerie	6 099,5	6 613,0	513,5
Produits de cession des actifs	1,0	1,0	0,0
Remboursements de prêts et avances	78,2	78,2	0,0
Emprunts sur marchés monétaire et financier intérieurs	3 115,1	3 059,0	- 56,1
Autres emprunts en devise (eurobond)	315,0	1 080,6	765,6
Emprunts-projets	1 338,1	1 338,1	0,0
Emprunts-programmes	1 252,1	1 056,1	-196,0
Charges de trésorerie	4 121,0	4 700,2	579,2
Amortissement Dette publique	4 121,0	4 700,2	579,2
- Dette intérieure	2 713,5	3 010,6	297,1
- Dette extérieure	1 407,5	1 689,6	282,0
GAP/EXCEDENT	1 978,5	1 912,8	-65,7

Sources : DGBF, DGTCP, DGPE

I.2.2.1 Ressources de trésorerie

Les ressources de trésorerie seraient mobilisées à hauteur de **6.613,0 milliards de FCFA** contre une prévision de **6.099,5 milliards de FCFA**. Elles porteraient sur 4.139,6 milliards de FCFA d'emprunts sur les marchés monétaire et financier, 1,0 milliard de FCFA de produits de cession d'actifs, 78,2 milliards de FCFA de produits des remboursements de prêts rétrocedés, 1.056,1 milliards de FCFA d'emprunts-programmes et 1.338,1 milliards de FCFA d'emprunts-projets. La hausse des mobilisations sur le marché monétaire et financier est essentiellement en

rapport avec l'évolution favorable des conditions financières prévalant sur le marché sous-régional des capitaux, résultant entre autres du desserrement de la politique monétaire de la banque centrale.

I.2.2.2 Charges de trésorerie

Les charges de trésorerie, constituées uniquement du remboursement du capital de la dette publique, se situeraient à **4.700,2 milliards de FCFA** contre une prévision de **4.121,0 milliards de FCFA**, soit une hausse nette de **579,2 milliards de FCFA**.

I.2.3 Recettes et dépenses des Comptes Spéciaux du Trésor

Les recettes et les dépenses des Comptes Spéciaux du Trésor s'établiraient à **1.386,2 milliards de FCFA** contre une prévision de 1.374,3 milliards de FCFA, soit une hausse de **11,9 milliards de FCFA**.

II. PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET PROJET DE BUDGET POUR L'ANNEE 2026

II.1 Perspectives économiques en 2026

Au plan international, le prolongement des conflits russo-ukrainien et israélo-palestinien ainsi que l'intensification des tensions commerciales contribueraient à contenir la croissance et éroder la capacité de résilience de l'ensemble des pays aux chocs futurs.

En effet, en 2025, la croissance mondiale ressortirait en baisse à 3,0% contre 3,3% en 2024. Elle est cependant attendue à 3,1% en 2026, bien en deçà de la moyenne des deux décennies précédant la pandémie du Covid-19 (3,7% entre 2000 et 2019).

La croissance des économies avancées devrait s'établir globalement à 1,6% en 2026 contre 1,5% en 2025, avec des prévisions ramenées à 2,0% pour les Etats-Unis contre 2,9% et 2,8% respectivement en 2023 et 2024, en raison d'une plus grande incertitude politique, de tensions commerciales accrues et d'une demande plus faible.

Quant aux pays émergents et en développement, la croissance attendue dans l'ensemble de ses pays s'établirait à 4,0% en 2026, contre 4,1% en 2025, notamment en lien avec un ralentissement qui serait observé au niveau de la Chine dont la croissance de l'économie s'établirait à 4,8% en 2025 et 4,2% en 2026, contre 5,0% en 2024 résultant des nouvelles barrières tarifaires imposées par les Etats-Unis.

Au niveau mondial, l'inflation globale devrait ralentir pour se situer à 4,2% en 2025 puis à 3,6% en 2026.

En Afrique Subsaharienne, la croissance devrait connaître une accélération en passant de 4,0% en 2025 à 4,3% en 2026 à mesure que les pressions inflationnistes s'estompent et que les conditions financières s'assouplissent.

Dans **la zone UEMOA**, l'économie afficherait une croissance de 6,7% en 2026 contre 6,3% en 2025.

Au plan national, la mise en œuvre d'un nouveau Plan National de Développement (2026-2030) devrait s'inscrire dans la continuité de la politique de développement du Gouvernement qui ambitionne de hisser la Côte d'Ivoire au rang des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, en cohérence avec la vision "Côte d'Ivoire 2030".

Aussi, la poursuite des actions menées par le Gouvernement, en faveur de la préservation de la stabilité du cadre macro-économique devrait induire une croissance de 6,7% en 2026.

La croissance économique serait portée essentiellement par les performances attendues au niveau des secteurs secondaire et tertiaire, l'accroissement de la consommation finale, ainsi que l'accélération des investissements et des exportations.

En effet, **le secteur primaire** qui représente 14,7% du PIB, le Gouvernement entend renforcer ses actions dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche dans la perspective de rendre la croissance plus résiliente et inclusive. Un accent particulier sera mis sur les stratégies favorisant la création d'emplois et l'insertion socio professionnelle des jeunes et des femmes. La croissance du secteur primaire en 2026 serait de 6,6% avec une contribution à la croissance du PIB réel de 1,0 point de pourcentage du PIB, porté principalement par la pêche (+8,9%), l'agriculture vivrière (+7,5%) et l'agriculture d'exportation (+6,1%).

Le secteur secondaire qui représente 22,6% du PIB, avec une croissance de 6,8% en 2026, contribuerait à hauteur de 1,8 point de pourcentage à la croissance du PIB.

Dans ce secteur, la politique du Gouvernement s'articule autour du développement du tissu industriel et du renforcement de la productivité et de la compétitivité des entreprises. Dans cette dynamique, le Gouvernement est déterminé à mener à terme son vaste programme de promotion de nouveaux pôles industriels et d'agropoles dans toutes les contrées du pays. La croissance dans ce secteur serait soutenue principalement par les BTP (+9,6%), l'extraction minière (+3,7%), les autres industries manufacturières (+7,1%), l'industrie agro-alimentaire (+6,5%), et l'énergie (+6,4%).

Quant au secteur tertiaire, représentant 45,7% du PIB, enregistrerait une croissance de 7,0 % en 2026 contre 7,4% attendue en fin 2025 et

contribuerait à hauteur de 3,0 points de pourcentage à la croissance du PIB.

L'**inflation** devrait ressortir à 1,5% contre 1,0% en 2025 et 3,5% en 2024. Ce niveau résulte de l'accroissement de l'offre des produits alimentaires, de la poursuite de l'amélioration des circuits de distribution et des voies de dessertes agricoles, d'un meilleur approvisionnement des marchés et de la politique de lutte contre la cherté de la vie.

S'agissant de **la demande**, elle serait tirée par le dynamisme des investissements (+11,1%) et l'affermissement de la consommation finale (+5,9%). En ce qui concerne les investissements qui ressortiraient globalement à 25,1% du PIB, ils seraient soutenus par le démarrage et la poursuite de plusieurs grands chantiers, notamment la construction de routes et d'échangeurs dans le cadre du projet de transport urbain d'Abidjan, le renforcement des outils de production dans le secteur industriel et de la construction, ainsi que le renforcement du réseau routier.

Relativement aux **échanges extérieurs**, les importations de biens et services progresseraient de 5,9% sous l'impulsion du dynamisme de l'économie. Les exportations de biens et services seraient également en hausse de 3,9% en lien avec la bonne tenue des productions agricoles, minières et des produits transformés.

Les perspectives économiques décrites ci-dessus constituent la base des prévisions budgétaires 2026 dont les principales composantes sont présentées ci-après.

II.2 Composantes du projet de budget pour l'année 2026

Le projet de budget pour l'année 2026 s'équilibre globalement en ressources et en charges à **17.350,2 milliards de FCFA**, enregistrant une

progression de **13,1%** par rapport au budget voté 2025 qui s'élève à **15.339,2 milliards de FCFA**.

II.2.1 Recettes et dépenses budgétaires

II.2.1.1 Recettes budgétaires

Les recettes budgétaires se chiffrent à **8.728,4 milliards de FCFA** en 2026 contre **7.568,2 milliards de FCFA** estimés à fin 2025, soit une hausse de **1.160,2 milliards de FCFA**. Ces recettes budgétaires sont constituées de recettes fiscales (**8.193,8 milliards de FCFA**), de recettes non fiscales (**299,4 milliards de FCFA**) et de dons (**235,2 milliards de FCFA**).

II.2.1.1.1 Recettes fiscales

Les recettes fiscales pour l'année 2026 sont projetées à **8.193,8 milliards de FCFA** contre des estimations à fin 2025 de 7.152,6 milliards de FCFA, soit une augmentation de 1.041,2 milliards de FCFA correspondant à un taux de progression de 14,6%. Ces recettes proviennent de la fiscalité intérieure pour un montant de **5.040,9 milliards de FCFA** (61,5%) et de la fiscalité de porte à hauteur de **3.152,9 milliards de FCFA** (38,5%).

Pour l'année 2026, en prenant en compte les revenus du domaine et les recettes fiscales affectées, les recettes fiscales totales sont de 9.776,7 milliards de FCFA, ce qui correspond à une pression fiscale de **15,7%** du PIB contre 15,0% du PIB en 2025, soit une augmentation de 0,7% du PIB.

II.2.1.1.1.1 Principales hypothèses

Les projections de recettes fiscales de l'année 2026 tiennent compte des principales hypothèses issues du cadrage macroéconomique, version de

mars 2025 et des principales conclusions issues de la précédente mission du FMI. Il s'agit de :

En matière de fiscalité intérieure :

➤ les hypothèses d'ordre général

- la projection du taux de croissance du PIB nominal à 8,8% en 2026 ;
- la bonne tenue de la demande, tirée principalement par le dynamisme des investissements (+11,1%) et par la consolidation de la consommation finale (+5,9%) ;
- la mise en cohérence du système fiscal avec les dispositions de la fiscalité communautaire ;
- la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales ;
- la fiscalisation des nouvelles matières imposables notamment, l'économie et les nouveaux types de transport utilisant les plateformes ;
- l'élargissement de l'assiette fiscale à travers la rationalisation fiscale et autres mesures dérogatoires au système ;
- la mise à niveau en termes d'imposition des secteurs sous-fiscalisés ;
- le développement d'une fiscalité environnementale ;
- la mise en œuvre du plan de recouvrement des arriérés d'impôts ;

➤ les hypothèses d'ordre spécifique

- la rationalisation des exonérations fiscales ;
- le relèvement du taux des droits d'accises applicables aux tabacs de 49% à 70% ;

- l'aménagement des dispositions du Code général des Impôts en matière d'impôt foncier ;
- le relèvement de 2 points, du taux d'imposition de la taxe ad valorem sur l'or ;
- le relèvement du taux d'imposition d'IRVM des personnes physiques (15% à 17%) ;
- le relèvement du taux de l'impôt BIC des entreprises de jeux de hasard ;
- le renforcement du recouvrement de la TVA sur les plateformes de commerce en ligne ;
- la mise en œuvre de la déclaration unique des ITS et cotisations sociales ;
- la mise en œuvre de la traçabilité du tabac ;
- l'exploitation optimale des données du module de gestion automatique de la TVA ;
- le recensement électronique des activités et des parcelles ;
- l'utilisation de moyens modernes pour la détection des parcelles non imposées (drones) ;
- la poursuite des travaux de digitalisation des procédures à travers :
 - la finalisation du module de gestion de la fiscalité mobilière et immobilière (SIGEFIM) ;
 - l'amélioration des modules de contrôle fiscal et de gestion automatisée des déductions de la TVA ;
 - l'amélioration des performances de SIGICI ;

- l'amélioration des performances de E-Cadastre Côte d'Ivoire par la prise en compte des données issues des projets PIDUCAS et PAGEF ;
- l'amélioration de la collaboration de la Direction Générale des Impôts avec les autres Administrations, notamment la DGD, la CNPS, l'ANStat, la CIE, etc. en vue de faciliter les échanges de données ;

En matière de fiscalité de porte :

- l'estimation de la valeur du prix CAF du cacao, du café et de la noix de cajou respectivement à 3.100,0 FCFA/kg, 1.779,0 FCFA/kg et 788,0 FCFA/kg en 2026. Ils sont évalués en moyenne à 2.874,2 FCFA/kg, 2.033,5 FCFA/kg et 886,7 FCFA/kg pour l'année 2025 ;
- l'estimation d'un taux de croissance de mise à la consommation en droit commun de 3,0% et d'un taux moyen d'imposition de 25,4% ;
- la projection du taux de change entre le dollar US et le Franc CFA à 560,9 en 2026, en hausse par rapport au niveau de 560,4 en 2025 ;
- l'estimation du cours moyen du pétrole brut à 70,6 dollars US le baril en 2026, contre 73,7 dollars US le baril estimé pour l'année 2025 ;
- l'accroissement des volumes de gasoil et de super carburant mis à la consommation respectivement de 11,8% et de 13,1% avec des niveaux moyens de taxations projetés respectivement à 217,8 FCFA/litre et 217,7 FCFA/litre.

II.2.1.1.2 Composantes des recettes fiscales

Les recettes fiscales sont composées des principaux impôts et taxes ci-après :

- **l'impôt sur le BIC hors pétrole** s'établirait à **1.121,7 milliards de FCFA**, en hausse de 246,7 milliards de FCFA (+28,2%) par rapport aux projections révisées pour l'année 2025. Cette projection repose sur les hypothèses de bonne tenue des activités économiques et l'élargissement de l'assiette fiscale à travers la rationalisation des exonérations. Elle s'appuie également sur la mise en œuvre satisfaisante des mesures d'administration notamment la poursuite de l'amélioration du rendement du contrôle fiscal ;
- **les revenus du pétrole et du gaz** ressortiraient à **106,3 milliards de FCFA**, en baisse de 78,4 milliards de FCFA par rapport aux projections révisées pour l'année 2025 ;
- **les impôts sur les revenus et salaires** sont projetés à **972,0 milliards de FCFA**, soit un accroissement de 148,0 milliards de FCFA (+18,0%) par rapport aux projections révisées pour l'année 2025, essentiellement en lien avec les effets attendus de la politique d'incitation à l'embauche à l'égard des PME, les recrutements dans la fonction publique, les efforts de recouvrement des arriérés du secteur public et la mise en œuvre de la déclaration unique des ITS et cotisations sociales.
- **les impôts sur les revenus des capitaux mobiliers** s'établiraient à **382,7 milliards de FCFA**, affichant ainsi une hausse de 96,2 milliards de FCFA par rapport aux projections révisées pour l'année 2025, soit une progression de 33,6%. Cette évolution est principalement en rapport avec le relèvement du taux d'imposition d'IRVM des personnes physiques (15% à 17%) ainsi que l'accroissement de la collecte des impôts sur les revenus des créances qu'induirait la hausse des crédits à l'économie pour soutenir les investissements ;

- **la Taxe sur la Valeur Ajoutée en régime intérieur** est projetée à **1.130,0 milliards de FCFA**, en augmentation de 229,1 milliards de FCFA par rapport aux projections révisées pour l'année 2025, soit une hausse de 25,4%. Cette projection s'appuie notamment sur le renforcement du module de gestion automatisée de la TVA, de la mise en œuvre de la facturation normalisée électronique, de la croissance continue de la consommation sous l'effet de l'amélioration des revenus ;
- **les droits d'enregistrement et de timbre** ressortiraient à **475,7 milliards de FCFA**, affichant un accroissement de 81,7 milliards de FCFA par rapport aux projections révisées pour l'année 2025. Cette évolution est due principalement à la hausse du prix du cacao, à la mise en œuvre de la mesure sur la traçabilité du tabac (droits de timbre), à la finalisation du module de gestion de la fiscalité mobilière et immobilière (SIGEFIM). En prenant en compte les timbres fiscaux collectés par la DGTCP d'un montant de 1,7 milliard de FCFA, les droits d'enregistrement et de timbre reviennent globalement à **477,4 milliards de FCFA** ;
- **les patentes et licences** s'établiraient à **25,4 milliards de FCFA**, en hausse de 4,0 milliards de FCFA par rapport aux projections révisées pour l'année 2025, en raison notamment de l'impact positif des investissements sur les valeurs locatives et les chiffres d'affaires des entreprises ;
- **les taxes sur boissons et tabacs** ressortiraient à **147,9 milliards de FCFA**, en progression de 13,8 % par rapport aux projections révisées pour l'année 2025. Cette hausse se justifie par le relèvement du taux des droits d'accises applicables aux tabacs de 49% à 70% ;
- **la taxe ad valorem perçue sur le secteur minier** est projetée à **170,0 milliards de FCFA**, soit une augmentation de 28,5 milliards

de FCFA par rapport au niveau révisé en 2025, principalement en lien avec la croissance des activités du secteur de l'extraction minière (hors pétrole), à la hausse du cours de l'or et le relèvement de **2 points** du taux d'imposition de la taxe ad valorem sur l'or ;

- **les taxes sur les télécommunications** sont attendues à hauteur de **77,4 milliards de FCFA, en augmentation** de 2,7 milliards de FCFA par rapport aux projections révisées 2025, en liaison avec la croissance observée dans le secteur de la téléphonie et de l'exploitation des données issues du dispositif de contrôle des flux de télécommunication ;
- **la taxe d'Etat de l'entrepreneur** ressortirait à **19,2 milliards de FCFA**, en progression de 6,7 % par rapport aux projections révisées pour l'année 2025. Cette hausse se justifie par une meilleure gestion des régimes forfaitaires et le renforcement du contrôle fiscal ;
- **l'impôt des microentreprises est attendu à 25,0 milliards de FCFA**, en progression de 25,0 % par rapport aux projections révisées pour l'année 2025. Cette hausse se justifie par une meilleure gestion des régimes forfaitaires et le renforcement du contrôle fiscal ;
- **la taxe spécifique sur les communications téléphoniques** s'établirait à **37,3 milliards de FCFA**, affichant ainsi une hausse de 3,6% par rapport aux projections révisées pour l'année 2025 ;
- **les taxes à l'importation sur les produits pétroliers** s'établiraient à **597,9 milliards de FCFA**. Ce niveau repose sur une hypothèse de croissance des volumes de gasoil et de super carburant mis à la consommation respectivement de 11,8% et de 13,1% et des niveaux de taxation du gasoil et du super carburant respectivement projetés à 217,8 FCFA/litre et 217,7 FCFA/litre ;

- **les taxes à l'importation sur les marchandises générales** sont projetées à **1.614,1 milliards de FCFA**, sur la base d'un taux de croissance des mis à la consommation directe de 3,0% et d'un taux moyen d'imposition de 25,4% ;
- **les taxes à l'exportation** sont attendues à hauteur de **850,5 milliards de FCFA**, enregistrant une hausse de 63,2 milliards de FCFA par rapport aux projections révisées de 2025 qui étaient de 787,3 milliards de FCFA. Cette hausse résulte de l'évolution favorable des volumes exportés.

II.2.1.1.2 Recettes non fiscales

Les prévisions **des recettes non fiscales** s'établissent à **299,4 milliards de FCFA**. Ce niveau intègre 61,8 milliards de FCFA de dividendes attendus par l'Etat (dont 11,8 milliards de FCFA provenant de PETROCI) et 53,3 milliards de FCFA issus de l'occupation du domaine public (taxe domaniale, revenus du domaine, etc.). Elles incluent également les recettes de services à hauteur de 110,0 milliards de FCFA, composées des redevances (LONACI et CI logistique), des amendes et condamnations pécuniaires, des droits et frais administratifs, de recettes exceptionnelles (intérêt sur dépôt, commission sur transfert, ...) et de diverses autres recettes (gains de change, trop perçu sur salaire, ...).

II.2.1.1.3 Dons

Les dons attendus en 2026 s'élèvent à **235,2 milliards de FCFA** contre une estimation à fin 2025 de 267,9 milliards de FCFA, soit une baisse de 32,7 milliards de FCFA. Ils sont composés de dons-programmes et de dons-projets. Les dons-programmes, provenant du Gouvernement français à travers le C2D, ainsi que de l'Union Européenne, sont prévus à 88,8 milliards de FCFA en 2026.

Les dons-projets, d'un montant de **146,4 milliards de FCFA**, sont principalement attendus des bailleurs suivants :

- Fonds Mondial : 48,4 milliards de FCFA ;
- PNUD : 9,1 milliards de FCFA ;
- Gouvernement chinois : 15,0 milliards de FCFA ;
- Banque mondiale : 26,1 milliards de FCFA ;
- Fonds Mondial pour l'Environnement : 3,6 milliards de FCFA ;
- Kreditanstalt Für Wiederaufbau (KfW): 5,7 milliards de FCFA;
- Union Européenne : 14,7 milliards de FCFA ;
- Gouvernement japonais : 1,3 milliard de FCFA ;
- UNICEF : 2,0 milliards de FCFA ;
- Fonds International pour le Développement Agricole : 1,4 milliard de FCFA.

Les dons-programmes, d'un montant de **88,8 milliards de FCFA**, sont attendus de l'Agence Française de Développement (**74,4 milliards de FCFA**) au titre du troisième C2D, ainsi que de l'Union Européenne (**14,4 milliards de FCFA**) dans le cadre du contrat de bonne gouvernance et de développement ainsi que du programme d'appui au foncier rural.

Tableau 4 : Prévisions des recettes budgétaires 2026

En milliards de FCFA

Natures des recettes	Estimation 2025	Projet de budget 2026
Recettes fiscales	7 152,6	8 193,8
Impôt sur le BIC hors pétrole	875,0	1 121,7
Impôts sur les revenus et salaires	834,5	972,0
Taxe sur la Valeur Ajoutée en régime intérieur	900,9	1 130,0
Droits d'enregistrement et de timbres	394,0	475,7
Revenus de pétrole et de gaz	184,7	106,3
Taxes sur les télécommunications	110,7	114,7
Taxes à l'importation sur les produits pétroliers	570,9	597,9
Taxes à l'importation sur les marchandises générales	1 479,0	1 614,1
Taxes à l'exportation	787,3	850,5
Autres recettes fiscales	1 015,5	1 211,0
Recettes non fiscales	296,4	299,4
Dons	119,2	235,2
Dons-projets	105,5	146,4
Dons-programmes	13,8	88,8
TOTAL	7 568,2	8 728,4

Sources : DGBF, DGTCP, DGI, DGD, DGE, DGPE

II.2.1.2 Dépenses budgétaires

Les dépenses budgétaires se chiffrent à **10.893,8 milliards de FCFA** en 2026 contre **9.843,9 milliards de FCFA** en 2025, soit une augmentation de **1.049,8 milliards de FCFA**. Elles représentent 62,7% du budget de l'Etat. Elles portent principalement sur les charges financières de la dette publique (10,1%), les dépenses de personnel (16,4%), les achats de biens et services (6,8%), les transferts (5,2%) et les dépenses d'investissement (24,2%).

II.2.1.2.1 Charges financières de la dette

Les charges financières de la dette s'élèvent à **1.757,9 milliards de FCFA**. Elles portent sur le remboursement des intérêts de la dette intérieure (**773,1 milliards de FCFA**) et de la dette extérieure (**984,8 milliards de FCFA**).

Le règlement des intérêts sur la dette intérieure est principalement constitué de 642,4 milliards de FCFA de paiements pour les titres publics, de 55,0 milliards de FCFA au profit des banques commerciales et de 6,6 milliards de FCFA au profit de la BCEAO.

Le règlement des intérêts sur la dette extérieure porte essentiellement sur 248,9 milliards de FCFA au profit des créanciers multilatéraux, 82,9 milliards de FCFA en faveur des créanciers bilatéraux et 634,6 milliards de FCFA pour les créanciers privés dont 470,1 milliards de FCFA au titre des eurobonds.

II.2.1.2.2 Dépenses de personnel

La projection de la masse salariale 2026 repose sur les hypothèses suivantes :

- ✓ l'impact de la politique de scolarisation obligatoire ;
- ✓ l'impact des lois de programmation militaire et de programmation de la sécurité intérieure ;
- ✓ l'impact de la réforme hospitalière ;
- ✓ l'impact de l'uniformisation de la date de départ à la retraite des fonctionnaires et agents de l'Etat ;
- ✓ l'impact de mesures salariales.

Au titre de l'année 2026, les **charges salariales** sont projetées à **2.853,5 milliards de FCFA** contre **2.532,6 milliards de FCFA** en 2025, soit une augmentation de 320,9 milliards de FCFA.

Ce niveau des charges salariales pour l'année 2026, représente 29,2% des recettes fiscales contre 29,6%¹ en 2025 sur la base des estimations de réalisation. La hausse nette de la masse salariale de 2025 à 2026 est expliquée principalement par l'effet combiné :

- **des augmentations** d'un montant global de **396,6 milliards de FCFA**, liées principalement :
 - au recrutement ordinaire de 35.514 agents pour **152,0 milliards de FCFA**. Ces effectifs se composent de 25.069 personnels civils (dont 9.522 agents du secteur de l'éducation et 12.415 agents de la santé), 4.145 policiers et 6.300 militaires ;
 - à la prise en charge de 500 reports de traitements de 2025 sur 2026 pour **4,8 milliards de FCFA** ;
 - à la prise en compte des changements de situation administrative pour un coût total de **68,7 milliards de FCFA** dont 30,0 milliards au titre des avancements et 38,7 milliards au titre des promotions ;
 - à la prise en compte de la mesure salariale relative à la prime exceptionnelle de fin d'année pour 41,1 milliards ;
- **des diminutions** d'un montant de **75,7 milliards de FCFA**, liées notamment aux :
 - sorties de carrière de 7.204 agents dont 3.715 personnels civils pour une économie attendue de **42,6 milliards de FCFA** ;

¹ Le ratio « charges salariales sur recettes fiscales » est de 28,8% avec les prévisions initiales du budget voté 2025 et de 29,6% avec les estimations de réalisation à fin 2025.

- anticipations de reports de traitement de 2025 sur 2026 : **2,1 milliards de FCFA** ;
- autres dépenses non reconductibles pour **31,1 milliards de FCFA**. Il s'agit essentiellement de rappels payés en 2025 au moment du premier mandatement.

II.2.1.2.3 Biens et services

Les achats de biens et services pour le fonctionnement des services de l'Etat sont projetés en 2026 à **1.177,0 milliards de FCFA**. Ils comprennent les dépenses d'abonnement au titre des consommations d'eau, de téléphone et d'électricité, qui sont prévues à 161,5 milliards de FCFA en 2026, affichant une hausse de 9,9 milliards de FCFA par rapport aux projections de 2025. Cette hausse s'explique essentiellement par le concours des facteurs suivants :

- la création de nouveaux services administratifs ;
- la prise en charge des consommations d'eau et d'électricité de nouveaux EPN des ministères en charge de la santé et de l'enseignement supérieur ;
- le relèvement des dépenses d'éclairage publique dû à l'accélération de la mise œuvre de l'extension du réseau d'électrification ;
- l'accroissement du nombre de caméras de vidéos surveillance et des feux tricolores ;
- l'augmentation d'ampérage de certaines structures administratives.

Outre les dépenses d'abonnement, les dépenses d'acquisition de biens et services intègrent l'alimentation des armées (60,7 milliards de FCFA), les besoins en carburant de l'armée (15,0 milliards de FCFA), les bourses militaires (11,5 milliards de FCFA), l'acquisition de kits scolaires (15,0 milliards de FCFA) et les autres charges courantes de fonctionnement des services de l'administration.

II.2.1.2.4 Transferts

Ces dépenses visent essentiellement à améliorer l'offre et la qualité des services sociaux de base (notamment dans les domaines de l'éducation, la santé, l'eau, l'assainissement, l'énergie, etc.) ainsi que le soutien à certaines structures publiques (EPN, Collectivités, etc.) à travers la subvention au fonctionnement et à l'investissement.

Les transferts prévus à **909,6 milliards de FCFA** couvrent la subvention aux écoles privées destinée à la prise en charge des frais d'écologie des élèves et étudiants affectés par l'État dans ces établissements à hauteur de 177,0 milliards de francs CFA, la subvention au secteur électricité pour 16,7 milliards de FCFA, et les subventions aux EPN pour un montant de 161,5 milliards de FCFA. Ils intègrent également 83,4 milliards de FCFA pour les bourses et pécules des élèves et étudiants, et 46,1 milliards de FCFA de subvention aux collectivités territoriales et districts autonomes pour leur fonctionnement.

II.2.1.2.5 Investissements

Le Programme d'Investissement Public (PIP) est l'instrument d'articulation entre la planification et la budgétisation et reflète les objectifs prioritaires de développement du pays de même que les stratégies sectorielles en tenant compte des contraintes macro-économiques et financières.

Les dépenses d'investissement dans le projet de budget 2026 sont de **4.195,7 milliards de FCFA** contre 3.792,9 milliards de FCFA en 2025, soit une augmentation de 402,7 milliards de FCFA. Elles représenteraient 6,7% du PIB en 2026. Cette inscription de 4.195,7 milliards de FCFA est destinée au financement des projets d'investissement public en cours d'exécution et ceux devant démarrer en 2026.

Elle permettra de poursuivre les grands projets d'investissement notamment les infrastructures routières, l'entretien et la maintenance des infrastructures sportives, la construction et l'équipement des infrastructures éducatives et des centres de service civique, ainsi que le renforcement des centres de formation technique et professionnelle et de la recherche scientifique.

Ces dépenses sont financées par les ressources intérieures (63,0%) et des concours extérieurs (37,0%).

Les **dépenses d'investissement financées sur ressources intérieures** s'élèvent à **2.642,1 milliards de FCFA**. Elles comprennent **74,4 milliards de FCFA** pour les projets financés dans le cadre du C2D, **150,3 milliards de FCFA** pour le projet de construction du train urbain (métro), **172,4 milliards de FCFA** pour les collectivités territoriales et districts autonomes, **65,0 milliards de FCFA** affectés au Fonds d'études pour la réalisation des études des projets d'investissements, **41,3 milliards** pour les investissements au profit du CNS et **24,2 milliards de FCFA** pour la Couverture Maladie Universelle dont 20,4 milliards de FCFA pour la prise en charge des cotisations des indigents et 3,8 milliards de FCFA pour la subvention d'exploitation.

Les **dépenses d'investissement sur financement extérieur** sont projetées à **1.553,6 milliards de FCFA**, dont **1.407,2 milliards de FCFA** au titre des projets financés sur emprunts (emprunts-projets) et **146,4 milliards de FCFA** pour les projets financés sur dons (dons-projets).

Tableau 5 : Prévision des dépenses budgétaires 2026

En milliards de FCFA

Natures des dépenses	Budget 2025	Projet de budget 2026
Charges financières de la dette publique	1 514,7	1 757,9
Dette intérieure	627,1	773,1
Dette extérieure	887,6	984,8
Dépenses de personnel	2 532,6	2 853,5
Achats de biens et services	1 154,5	1 177,0
dont Abonnement	151,6	161,5
Carburant des armées	15,0	15,0
Alimentation des armées	58,8	60,7
Transferts	849,1	909,6
dont Subventions aux écoles privées	175,5	177,0
Subvention au secteur électricité	69,4	16,7
Transfert aux collectivités	37,1	46,1
Dépenses d'investissement	3 792,9	4 195,7
Financement Trésor	2 349,4	2 642,1
Emprunts-projets	1 338,1	1 407,2
Dons-projets	126,6	146,4
TOTAL	9 843,9	10 893,8

Sources : DGBF, DGTCP

Les prévisions de recettes et de dépenses budgétaires affichent un déficit budgétaire de **2.165,3 milliards de FCFA** qui sera financé par les ressources de trésorerie.

II.2.2 Ressources et charges de trésorerie

Les ressources et les charges de trésorerie prévues dans le projet de budget pour l'année 2026 s'élèvent respectivement à **7.081,5 milliards de FCFA** et **4.916,2 milliards de FCFA**.

Tableau 6 : Prévvision des ressources et des charges de trésorerie 2026*En milliards de FCFA*

Rubriques	Budget 2025	Projet de budget 2026
Ressources de trésorerie	6 099,5	7 081,5
Produits de cession des actifs	1,0	4,0
Remboursements de prêts et avances	78,2	58,5
Emprunts sur marchés monétaire et financier intérieurs (régional)	3 115,1	4 191,0
Autres emprunts en devise (eurobond)	315,0	720,9
Emprunts-projets	1 338,1	1 407,2
Emprunts-programmes	1 252,1	699,9
Charges de trésorerie	4 121,0	4 916,2
Amortissement Dette publique	4 121,0	4 916,2
- Dette intérieure	2 713,5	3 505,7
- Dette extérieure	1 407,5	1 410,5
GAP/EXCEDENT	1 978,5	2 165,3

Sources : DGBF, DGTCP, DGPE

II.2.2.1 Ressources de trésorerie

Les ressources de trésorerie projetées à **7.081,5 milliards de FCFA** en 2026, sont constituées de produits de privatisation et de vente d'actifs, des transferts des entreprises relatifs aux dettes rétrocédées et de produits des emprunts à court, moyen et long terme sur les marchés monétaire et financier ainsi qu'auprès des partenaires au développement.

Les produits de cession d'actifs sont attendus à hauteur de **4,0 milliards de FCFA** et proviennent de la cession des actifs de l'Etat relatif à la Compagnie Ivoirienne de Développement de Textile (CIDT) et à

Industrial Promotion Services West Africa (IPS WA), respectivement de 1,0 milliard de FCFA et 3,0 milliards de FCFA.

Les produits de remboursements des prêts rétrocédés sont prévus à hauteur de **58,5 milliards de FCFA**.

Les emprunts sur les marchés monétaire et financier pour l'année 2026 sont prévus à hauteur de **4.911,9 milliards de FCFA**, dont **720,9 milliards de FCFA** sur le marché international. Ce niveau tient compte de la liquidité du marché sous-régional, des conditions du marché international et de la Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme (SDMT). Un ensemble varié d'instruments de marché sera utilisé tout en accordant une priorité aux maturités longues conformément à la SDMT.

Les emprunts-programmes venant en appuis budgétaires sont attendus à **699,9 milliards de FCFA**, dont 475,1 milliards de FCFA proviennent du Fonds Monétaire International (FMI), 168,6 milliards de FCFA de la Banque mondiale et 56,2 milliards de FCFA de la Banque Africaine de Développement (BAD).

Les emprunts-projets sont prévus à hauteur de **1.407,2 milliards de FCFA** et proviendraient principalement des bailleurs et Gouvernements ci-après :

- Banque mondiale : 573,9 milliards de FCFA ;
- Agence Française de Développement : 146,6 milliards de FCFA ;
- Banque Africaine de Développement : 158,1 milliards de FCFA ;
- Banque Européenne d'Investissement : 27,1 milliards de FCFA ;
- Banque Islamique de Développement : 156,4 milliards de FCFA ;
- Banque Ouest Africaine de Développement : 119,3 milliards de FCFA ;
- Gouvernement japonais : 45,0 milliards de FCFA ;
- Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO : 22,1 milliards de FCFA ;

- Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique : 8,9 milliards de FCFA ;
- Union Européenne : 8,5 milliards de FCFA ;
- Kreditanstalt Für Wiederaufbau (KfW): 103,9 milliards de FCFA;
- Fonds koweïtien : 5,3 milliards de FCFA ;
- Gouvernement chinois : 6,4 milliards de FCFA ;
- Fonds OPEP pour le Développement International : 12,2 milliards de FCFA ;
- Fonds Stratégique pour le Climat : 3,5 milliards de FCFA.

II.2.2.2 Charges de trésorerie

Les charges de trésorerie, composées essentiellement du remboursement du capital de la dette publique, sont projetées à **4.916,2 milliards de FCFA** en 2026.

Le remboursement du capital de la dette intérieure, prévu à hauteur de **3.505,7 milliards de FCFA**, est principalement constitué de 3.244,7 milliards de FCFA de remboursement concernant les titres publics et de 245,2 milliards de FCFA de remboursement de capital au profit des banques commerciales.

Le remboursement du capital de la dette extérieure, d'un montant de **1.410,5 milliards de FCFA**, intègre 385,3 milliards de FCFA d'échéances au profit des créanciers multilatéraux (dont 157,2 milliards de FCFA au titre du FMI) ainsi que 343,2 milliards de FCFA en faveur des créanciers bilatéraux dont 159,0 milliards de FCFA de règlements aux créanciers du Club de Paris comprenant les échéances du C2D pour 74,4 milliards de FCFA et 184,2 milliards de FCFA d'échéances au titre des autres créanciers bilatéraux. Ce niveau de remboursement inclut également 682,0 milliards de FCFA pour les créanciers privés dont 146,2 milliards de FCFA au titre de l'Eurobond.

Les prévisions de ressources et de charges de trésorerie font apparaître un solde positif de **2.165,3 milliards de FCFA** qui permet d'assurer la couverture du solde budgétaire négatif projeté.

II.2.3 Recettes et dépenses des Comptes Spéciaux du Trésor

Les Comptes Spéciaux du Trésor (CST), plus particulièrement les Comptes d'Affectation Spéciale (CAS) sont investis d'un rôle important pour accompagner les différentes réformes sectorielles entreprises par le Gouvernement. Ils constituent un levier stratégique pour la mise en œuvre des politiques publiques. Le projet de budget pour l'année 2026 dispose de **39** comptes d'affectations spéciales réparties dans **16** ministères.

Les recettes et les dépenses des Comptes Spéciaux du Trésor sont projetées à **1.540,2 milliards de FCFA** pour l'année 2026. Elles intègrent 10,6 milliards de FCFA au titre du Fonds d'Investissement en Milieu Rural (FIMR) et 279,8 milliards de FCFA pour le Fonds d'Entretien Routier (FER). Ces ressources comprennent également 104,7 milliards de FCFA au titre des prélèvements au profit de l'UEMOA (Prélèvement Communautaire de Solidarité), de la CEDEAO (Prélèvement Communautaire de la CEDEAO) et de l'Union Africaine (taxe à l'importation de l'UA).

Par ailleurs, les prélèvements dans le secteur de l'anacarde (notamment pour la structuration de la filière, le financement de la sacherie brousse et le reprofilage des pistes) sont projetés à 18,3 milliards de FCFA.

Les ressources des Comptes Spéciaux du Trésor intègrent également les recettes à transférer aux Collectivités Territoriales et Districts Autonomes pour 255,0 milliards de FCFA, les prélèvements destinés à la stabilisation des prix des produits pétroliers et du gaz butane sur toute l'étendue du territoire pour 175,0 milliards de FCFA, les recettes affectées à l'ANAGED et au FNAD pour la salubrité et l'assainissement à hauteur de 209,2

milliards de FCFA, les recettes affectées en soutien à la formation professionnelle et au service civique des jeunes pour 4,8 milliards de FCFA et les autres recettes affectées pour un montant de 696,8 milliards de FCFA.

II.3 Analyse par mission des dépenses du projet de budget de l'année 2026 hors dette

Les dépenses du projet de budget pour l'année 2026 se répartissent par mission comme suit :

- **Pouvoirs Publics, Organes de Souveraineté et Gouvernance : 564,4 milliards de FCFA** alloués aux organes législatifs (53,2 milliards de FCFA), aux organes exécutifs (301,3 milliards de FCFA), aux organes juridictionnels (26,9 milliards de FCFA), aux organes consultatifs (31,1 milliards de FCFA) et aux affaires extérieures (151,9 milliards de FCFA) ;
- **Défense, Sécurité et Justice : 1.556,2 milliards de FCFA** comprenant 481,0 milliards de FCFA pour la défense, 946,0 milliards de FCFA pour la sécurité et les affaires intérieures et 129,2 milliards pour la justice ;
- **Administration Générale et Développement Économique : 2.164,4 milliards de FCFA** dont 94,3 milliards de FCFA au titre des affaires communes de l'administration générale et financière, 2.025,9 milliards de FCFA pour les finances et le budget ainsi que 44,2 milliards de FCFA pour la planification, la programmation et les statistiques générales ;
- **Enseignement, Formation et Recherche : 2.084,8 milliards de FCFA** affectés notamment, à l'enseignement primaire, secondaire, technique et professionnel (1.746,0 milliards de FCFA) et à l'enseignement supérieur (338,8 milliards de FCFA) ;
- **Santé et Actions Sociales : 989,0 milliards de FCFA** dont 809,0 milliards de FCFA pour la conduite de la mission de la santé, 31,3 milliards de FCFA pour la protection de la famille, de la femme et de l'enfant et 148,8 milliards de FCFA pour les actions de protection sociale et d'emploi ;
- **Culture, Jeunesse, Sports et Loisirs : 248,5 milliards de FCFA** pour soutenir la promotion de la culture, les activités sportives et la communication ;
- **Développement des Infrastructures et Equipements Collectifs : 1.968,5 milliards de FCFA**, destinés notamment à l'équipement et à l'entretien routier (817,7 milliards de FCFA), à l'habitat et à l'urbanisme (123,2 milliards de FCFA), au pétrole, à l'énergie et aux mines (706,1 milliards de FCFA) ainsi qu'aux transports et affaires maritimes (321,5 milliards de FCFA) ;
- **Production, Développement Industriel et Commercial : 457,4 milliards de FCFA** dont 360,6 milliards de FCFA pour l'agriculture et les ressources halieutiques et 96,9 milliards de FCFA en faveur de la promotion de l'industrie et des PME ;
- **Environnement, Cadre de Vie et Protection de la Nature : 642,8 milliards de FCFA** dont 539,6 milliards de FCFA pour la protection de l'environnement et 103,2 milliards de FCFA pour la protection de la faune et de la flore.

Tableau 7 : Répartition par mission des dépenses du budget hors dette pour l'année 2026

Missions	Projet de budget (En milliards de FCFA)	Part dans le budget
1 - Pouvoirs publics, Organes de souveraineté et Gouvernance	564,4	5,3%
Affaires extérieures	151,9	1,4%
Organes consultatifs	31,1	0,3%
Organes exécutifs	301,3	2,8%
Organes juridictionnels	26,9	0,3%
Organes législatives	53,2	0,5%
2 - Défense, Sécurité et Justice	1 556,2	14,6%
Défense	481,0	4,5%
Justice	129,2	1,2%
Intérieur et Sécurité	946,0	8,9%
3 - Administration Générale et Développement Economique	2 164,4	20,3%
Affaires communes de l'administration générale et financière	94,3	0,9%
Finances et Budget	2 025,9	19,0%
Planification, programmation, prévision et statistiques générales	44,2	0,4%
4 - Enseignement, Formation et Recherche	2 084,8	19,5%
Enseignement supérieur	338,8	3,2%
Enseignement primaire, secondaire, technique et professionnel	1 746,0	16,3%
5 - Santé et Actions Sociales	989,0	9,3%
Emploi et protection Sociale	148,8	1,4%
Protection famille, femme et enfant	31,3	0,3%
Santé	809,0	7,6%
6 - Culture, Jeunesse, Sports et Loisirs	248,5	2,3%
Culture, Communication et loisirs	96,6	0,9%
Jeunesse et Emploi des Jeunes	81,5	0,8%
Sports	70,4	0,6%
7 - Développement des Infrastructures et Equipements Collectifs	1 968,5	18,4%
Equipements collectifs et Entretien Routier	817,7	7,7%
Habitat et urbanisme	123,2	1,2%
Pétrole, Energie et Mines	706,1	6,5%
Transports et affaires maritimes	321,5	3,0%
8 - Production, Développement Industriel et Commercial	457,4	4,3%
Agriculture et ressources halieutiques (y/c FIMR)	360,6	3,4%
Industrie et promotion PME	96,9	0,9%
9 - Environnement, Cadre de Vie et Protection de la Nature	642,8	6,0%
Protection de la faune et de la Flore	103,2	1,0%
Protection de l'environnement	539,6	5,0%
TOTAL	10 676,0	100,0%

Source : DGBF

II.4 Dépenses de lutte contre la pauvreté

A travers le projet de budget pour l'année 2026, le Gouvernement entend poursuivre sa politique de lutte contre la pauvreté et les disparités sociales. A cet effet, il accorde une attention particulière aux dépenses favorisant l'amélioration des conditions de vie et du bien-être des populations les plus défavorisées.

C'est dans cette optique que le projet de budget pour l'année 2026 prévoit une inscription budgétaire de **4.209,6 milliards de FCFA** au titre des dépenses "pro-pauvres" contre 3 845,1 milliards de FCFA en 2025. Ce niveau enregistre une augmentation de 9,5% par rapport à 2025 et représente 6,8% du PIB. Ces dépenses couvrent différents secteurs sociaux dont les principaux sont présentés ci-après.

Au titre de l'**Education**, les crédits prévus se chiffrent à **2.084,8 milliards de FCFA** et couvrent notamment l'acquisition de manuels, de kits scolaires et de malles pédagogiques ainsi que la construction, l'équipement et la réhabilitation des infrastructures scolaires. Ces crédits prennent également en compte le renforcement des moyens de fonctionnement des structures éducatives, les bourses et les subventions aux écoles privées.

Pour ce qui concerne le secteur de la **santé**, une inscription budgétaire de **811,5 milliards de FCFA** est prévue principalement pour les opérations de réhabilitation et de rééquipement des centres hospitaliers universitaires (CHU), des hôpitaux généraux et des autres structures sanitaires. Cette dotation prend aussi en compte la consolidation des actes de prévention et de lutte contre les pathologies et endémies ainsi que la lutte contre le VIH/SIDA.

Un montant de **424,2 milliards de FCFA** est prévu pour le **développement des infrastructures routières** incluant notamment les pistes rurales.

Des crédits de **368,7 milliards de FCFA** sont prévus pour **l'assainissement et l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable et en fourniture d'électricité**. Ils sont consacrés notamment aux actions d'assainissement et à l'enlèvement des ordures ménagères, ainsi qu'à l'hydraulique urbaine et villageoise à travers la réparation et l'installation de pompes à motricité humaine. La poursuite des programmes d'électrification rurale et d'extension des réseaux électriques urbains est également prise en compte.

Les actions de développement économique et social au sein des collectivités bénéficient d'un montant de **237,9 milliards de FCFA** au titre de **la décentralisation**.

Les crédits inscrits au titre des **affaires sociales** s'élèvent à **98,5 milliards de FCFA** et sont destinés à l'équipement des orphelinats, des pouponnières et des centres sociaux, à la formation du personnel d'appui ainsi qu'à la prise en charge des indigents, des populations vulnérables et des victimes de catastrophes.

Les secteurs de **l'agriculture, du développement rural et des ressources animales et halieutiques** bénéficient d'une inscription budgétaire globale de **126,2 milliards de FCFA**, couvrant les programmes de développement et de promotion de l'agriculture, les projets d'aménagement hydro-agricole, de diversification agricole, de gestion des terroirs et d'équipement rural. Cette inscription budgétaire prend également en compte l'appui à l'élevage, à la production laitière, à la pêche, à l'aquaculture et à l'agriculture vivrière, favorisant ainsi la consolidation de la politique de l'autosuffisance alimentaire.

CONCLUSION

Le projet de budget de l'année 2026, qui s'équilibre en ressources et en dépenses à 17.350,2 milliards de FCFA, enregistre une progression de 13,1% par rapport au budget de 2025.

Il a été élaboré dans un contexte international caractérisé par des incertitudes en lien avec la persistance des tensions géopolitiques, la poursuite de conflits armés et l'intensification des tensions commerciales. A cela, s'ajoutent les effets de plus en plus perceptibles du changement climatique, ainsi que ceux de la volatilité des prix des matières premières.

Pour l'exercice 2026, le projet de budget est bâti sur une prévision de taux de croissance du produit intérieur brut de 6,7%, confirmant ainsi la résilience de l'économie ivoirienne en dépit des incertitudes au niveau international. Cette croissance est portée par la poursuite des grands projets structurants, la modernisation et l'accroissement des infrastructures socio-économiques, la diversification progressive de l'économie et l'amélioration continue du climat des affaires. A travers ce projet de budget, le Gouvernement réaffirme sa volonté de poursuivre ses actions en faveur de l'amélioration durable du bien-être des populations.

Ainsi, une part importante des ressources du budget sera orientée vers le développement des infrastructures économiques et sociales afin de renforcer la compétitivité de l'économie et de rapprocher davantage les services des populations. Le Gouvernement entend également accélérer la modernisation des chaînes de production agricole par l'adoption de technologies innovantes et le développement de filières à haute valeur ajoutée, afin d'améliorer la productivité et d'assurer la sécurité alimentaire.

Par ailleurs, le capital humain restera au centre des priorités avec un renforcement des investissements pour garantir et améliorer l'accès des populations, en particulier celles les plus défavorisées, à une éducation de qualité, à la protection sociale et à un système de santé adéquat et davantage rapproché.

En outre, face à la résurgence des risques sécuritaires dans la sous-région, marquée par l'instabilité politique et la présence de groupes terroristes dans certains pays frontaliers du nord, le Gouvernement accordera une attention particulière au renforcement de la sécurité intérieure et à la préservation de la paix et de la cohésion nationale sur l'ensemble du territoire. Parallèlement, les actions de lutte contre les effets négatifs du changement climatique seront renforcées.

Enfin, le cadre macroéconomique sera davantage consolidé, notamment à travers une gestion rigoureuse des finances publiques, la maîtrise continue de l'inflation, le maintien de la viabilité de l'endettement public et le renforcement de la bonne gouvernance.

Pour atteindre ces objectifs, le respect de la discipline budgétaire demeurera une exigence, en conformité avec les obligations des dispositions encadrant la gestion des finances publiques en mode budget-programmes.

ANNEXES

- Annexe 1** : Cadrage Budgétaire de l'année 2026
- Annexe 2** : Présentation TOFE du Cadrage Budgétaire de l'année 2026
- Annexe 3** : Evolution des recettes fiscales
- Annexe 4** : Evolution des recettes non fiscales
- Annexe 5** : Evolution des ressources du budget de l'Etat
- Annexe 6** : Evolution des dépenses du budget de l'Etat
- Annexe 7** : Masse salariale pour l'année 2026
- Annexe 8** : Evolution des dépenses de lutte contre la pauvreté du projet de budget 2026
- Annexe 9** : Présentation du projet de budget 2026 selon la classification fonctionnelle
- Annexe 10** : Présentation du projet de budget 2026 selon les missions et par nature de dépenses
- Annexe 11** : Présentation du projet de budget 2026 selon la classification fonctionnelle et par nature de dépenses
- Annexe 12** : Présentation du projet de budget 2026 par mission selon la classification CFAP
- Annexe 13** : Présentation du projet de budget 2026 selon la classification fonctionnelle et par nature économique
- Annexe 14** : Présentation du projet de budget 2026 par mission et par nature économique
- Annexe 15** : Situation des restes à recouvrer à fin août 2025
- Annexe 16** : Situation des restes à payer de l'Etat à fin août 2025
- Annexe 17** : Plan de trésorerie prévisionnel et mensualisé de l'exécution du budget de l'Etat au titre de l'année 2026

Annexe 1 : Cadrage Budgétaire 2026

En milliards de FCFA

RESSOURCES	Budget 2025	Projet de Budget 2026	DEPENSES	Budget 2025	Projet de Budget 2026
RECETTES ET DEPENSES BUDGETAIRES					
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES (hors CST et revenus du domaine DGI)	7 387,0	8 193,8	CHARGES FINANCIERES DE LA DETTE PUBLIQUE	1 514,7	1 757,9
- DGI	4 543,8	5 039,2	Dettes intérieure	627,1	773,1
dont revenus de pétrole	171,9	39,6	Dettes extérieure	887,6	984,8
revenus de gaz	119,4	66,7			
- TRESOR	13,7	1,7	PERSONNEL	2 532,6	2 853,5
dont impôts sur revenus et salaires	12,2	0,0	Gestion Solde	1 834,0	2 095,5
- DGD (hors PCS, PCC et SGS)	2 829,5	3 152,9	Police	138,8	152,7
dont DUS	789,8	850,5	Militaire	204,2	222,0
			EPN	212,0	239,4
			Institutions nationales	80,4	76,2
			Rémun. Person. local ambass.	33,4	36,2
			Transferts aux collect. Décen.	6,2	6,2
			Divers	23,7	25,3
RECETTES NON FISCALES	210,4	299,4	BIENS ET SERVICES	1 154,5	1 177,0
Recettes non fiscales Trésor	83,4	171,8	Abonnement	151,6	161,5
Revenus du domaine DGI	53,4	53,3	Carburant des armées	15,0	15,0
Bonus de signature secteur pétrolier	0,0	0,0	Fonds de réserves Café-cacao	1,0	1,0
Licences de télécommunication	0,1	0,1	Alimentation des armées	58,8	60,7
Recettes des services transférées	73,5	74,2	Kits scolaires	13,6	15,0
			Autres achats de biens et services	914,6	923,8
			TRANSFERTS	849,1	909,6
			Subventions aux écoles privées	175,5	177,0
			Subventions aux EPN	130,0	161,5
			Subvention au secteur électricité	69,4	16,7
			Bourses et pécules	78,4	83,4
			Transfert aux collectivités	37,1	46,1
			Autres transferts	358,8	424,9
DONS	267,9	235,2	INVESTISSEMENTS	3 792,9	4 195,7
Dons-programmes	162,5	88,8	- Trésor	2 349,4	2 642,1
AFD (C2D)	148,7	74,4	Projets C2D et PCD (AFD et Espagne)	148,7	74,4
GVT Espagnol (PCD)	0,0		Investissement des collectivités	122,4	172,4
UE	13,8	14,4	Investissement CNS	15,0	41,3
Dons-projets	105,5	146,4	Fonds d'Etudes	25,0	65,0
			Restructuration des banques	20,0	20,0
			Projet de Transport Urbain d'Abidjan (PTUA)	6,4	8,4
			Couverture Maladie Universelle (CMU)	18,6	24,2
			Dépenses en atténuation de recettes		226,1
			TVA et Droit de douane exonérés		226,1
			Autres investissements	1 993,3	2 010,3
			- Financement extérieur des projets	1 443,6	1 553,6
			Emprunts-projets	1 338,1	1 407,2
			Dons-projets	105,5	146,4
TOTAL DES RECETTES BUDGETAIRES (I)	7 865,4	8 728,4	TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES (II)	9 843,9	10 893,8
Solde budgétaire de l'Administration centrale (I)-(II)	-1 978,5	-2 165,3			
RESSOURCES ET CHARGES DE TRESORERIE					
Privatisation et ventes d'actifs	1,0	4,0	Amortissement de la dette publique	4 121,0	4 916,2
Transfert des entreprises/dette rattachée	78,2	58,5	Dettes intérieure	2 713,5	3 505,7
Emprunts sur marchés monétaire et financier	3 430,1	4 911,9	Dettes extérieure	1 407,5	1 410,5
Emprunts-programmes	1 252,1	699,9			
Emprunts-projets	1 338,1	1 407,2			
TOTAL DES RESSOURCES DE TRESORERIE (III)	6 099,5	7 081,5	TOTAL DES CHARGES DE TRESORERIE (IV)	4 121,0	4 916,2
Solde de trésorerie (III)-(IV)	1 978,5	2 165,3			
RECETTES ET DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR					
RECETTES DES COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE	1 374,3	1 540,2	DEPENSES DES COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE	1 374,3	1 540,2
Fonds d'investissements en Milieu Rural (FIMR)	10,9	10,6	Programme d'investissements en Milieu Rural / FIMR	10,9	10,6
Transfert au Fonds d'Entretien Routier (FER)	266,5	279,8	Programme d'entretien routier / FER	266,5	279,8
Recettes affectées aux collectivités	230,4	255,0	Dépenses des collectivités sur recettes affectées	230,4	255,0
TSU SIR	99,0	57,9	TSU SIR	99,0	57,9
Prélèvement communautaire (PCC-PCS)	91,9	91,2	Prélèvement communautaire (PCC-PCS)	91,9	91,2
Taxe à l'importation de l'Union Africaine (UA)	13,5	13,4	Taxe à l'importation de l'Union Africaine (UA)	13,5	13,4
Parafiscalité anacarde	18,3	18,3	Parafiscalité anacarde	18,3	18,3
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)	11,0	12,5	Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)	11,0	12,5
Autres recettes affectées et parafiscalité	632,8	801,4	Autres dépenses sur recettes affectés	632,8	801,4
TOTAL DES RECETTES DES CST (V)	1 374,3	1 540,2	TOTAL DES DEPENSES DES CST (VI)	1 374,3	1 540,2
TOTAL RESSOURCES DU BUDGET DE L'ETAT (I)+(III)+(V)	15 339,2	17 350,2	TOTAL DEPENSES DU BUDGET DE L'ETAT (II)+(IV)+(VI)	15 339,2	17 350,2
PIB nominal	57 100,0	62 364,0	Masse salariale en % du PIB	4,4%	4,6%
Recettes fiscales TOFE	8 803,9	9 776,7	Masse salariale en % des recettes fiscales	28,8%	29,2%
Pression fiscale	15,0%	15,7%	Investissement Budget en % du PIB	6,6%	6,7%

Source: DGBF, DGE, DGTCP, DGI, DGD, DGF

Annexe 2 : Présentation TOFE du Cadrage Budgétaire 2026

En milliards de FCFA

RESSOURCES	Budget 2025	Projet de Budget 2026	DEPENSES	Budget 2025	Projet de Budget 2026
RECETTES BUDGETAIRES ET CST			DEPENSES BUDGETAIRES ET CST		
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES ET AFFECTEES (y/c revenus du domaine dgi/hors FIMR) Recettes fiscales budgétaires Recettes fiscales affectées (CST) (hors FIMR) Revenus du domaine dgi	8 803,9 7 387,0 1 363,4 53,4	9 776,7 8 193,8 1 529,6 53,3	DEPENSES BUDGETAIRES Charges financières de la dette publique Personnel Biens et services Transferts Investissement - Trésor - Financement extérieur des projets Emprunts-projets Dons-projets	9 843,9 1 514,7 2 532,6 1 154,5 849,1 3 792,9 2 349,4 1 443,6 1 338,1 105,5	10 893,8 1 757,9 2 853,5 1 177,0 909,6 4 195,7 2 642,1 1 553,6 1 407,2 146,4
RECETTES NON FISCALES (y/c FIMR/hors revenus du domaine dgi) Recettes non fiscales Trésor Bonus de signature secteur pétrolier Licences de télécommunication FIMR Autres recettes des services	167,8 83,4 0,0 0,1 10,9 73,5	256,7 171,8 0,0 0,1 10,6 74,2	DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR Dépenses des Comptes d'affectation spéciale dont : Programme d'Investissements en Milieu Rural / FIMR Programme d'entretien routier / FER Parafiscalité anacarde	1 374,3 1 374,3 10,4 250,0 23,0	1 540,2 1 540,2 10,6 279,8 18,3
DONS Dons-programmes AFD (C2D) UE Dons-projets	267,9 162,5 148,7 13,8 105,5	235,2 88,8 74,4 14,4 146,4			
TOTAL DES RECETTES BUDGETAIRES ET CST (I)	9 239,7	10 268,6	TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES ET CST (II)	11 218,2	12 434,0
Solde budgétaire de l'Administration centrale (I)-(II)	-1 978,5	-2 165,3			
RESSOURCES DE TRESORERIE			CHARGES DE TRESORERIE		
Privatisation et ventes d'actifs Transfert des entreprises/dette rétrocédée Emprunts sur marchés monétaire et financier Emprunts-programmes Emprunts-projets	1,0 78,2 3 430,1 1 252,1 1 338,1	4,0 58,5 4 911,9 699,9 1 407,2	Amortissement de la dette publique Dette intérieure Dette extérieure	4 121,0 2 713,5 1 407,5	4 916,2 3 505,7 1 410,5
TOTAL DES RESSOURCES DE TRESORERIE (III)	6 099,5	7 081,5	TOTAL DES CHARGES DE TRESORERIE (IV)	4 121,0	4 916,2
Solde de trésorerie (III)-(IV)	1 978,5	2 165,3			
TOTAL RESSOURCES DU BUDGET DE L'ETAT (I)+(III)	15 339,2	17 350,2	TOTAL DEPENSES DU BUDGET DE L'ETAT (II)+(IV)	15 339,2	17 350,2

Source: DGBF, DGE, DGTCP, DGI, DGD, DGF

Annexe 3 : Evolution des recettes fiscales

En milliards de FCFA

Nature des recettes	Budget 2023		Budget 2024		Budget 2025		Projet de Budget 2026
	Collectif	Réalisation	Initial	Réalisation	Initial	Estimation	
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES	5 492,2	5 033,5	6 190,8	5 854,8	7 387,0	7 152,6	8 193,8
<i>dont recettes hors DUS</i>	<i>5 005,1</i>	<i>4 598,3</i>	<i>5 696,6</i>	<i>5 374,8</i>	<i>6 597,2</i>	<i>6 365,2</i>	<i>7 343,3</i>
DGI	3 207,3	3 035,0	3 692,3	3 533,5	4 543,8	4 091,7	4 903,6
Impôts directs	1 713,5	1 757,6	2 012,4	1 956,7	2 440,7	2 182,8	2 631,7
Impôts sur bénéfices	837,0	843,5	1 007,3	1 008,2	1 330,8	1 072,3	1 277,0
- BIC hors pétrole	703,8	699,1	865,8	782,1	1 055,9	875,0	1 121,7
- BIC pétrole et gaz	77,4	93,9	171,2	203,9	274,4	129,3	74,4
<i>dont gaz imputé</i>	<i>49,7</i>	<i>24,1</i>	<i>49,7</i>	<i>87,0</i>	<i>83,6</i>	<i>95,0</i>	<i>46,7</i>
- Impôt synthétique							
- Taxe d'Etat de l'Entrepreneur	14,2	15,5	15,4	13,1	18,5	18,0	19,2
- Impôt des microentreprises	17,1	11,1	18,6	16,2	22,4	20,0	25,0
- Prélèvement AIRSI	24,6	23,9	30,2	25,6	30,2	30,0	36,7
Impôts sur revenus et salaires (<i>hors FDFP</i>)	709,0	712,7	792,3	715,5	846,7	824,0	972,0
Contribution pour la sortie de crise (<i>ex CRN</i>)							
Impôts fonciers							
Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC	167,5	200,1	212,8	232,0	263,2	286,5	382,7
Impôts indirects	1 493,7	1 277,4	1 679,9	1 576,8	2 103,1	1 908,9	2 271,9
TVA (<i>hors part secteur électricité</i>)	833,8	628,5	920,4	769,1	1 119,3	900,9	1 130,0
TOB (<i>ex TPS</i>)	110,4	114,4	126,0	124,1	150,5	148,0	168,3
Taxes sur boissons et tabacs	90,1	85,7	101,5	94,3	114,5	130,0	147,9
Droits d'enregistrement et de timbre	244,7	216,0	296,1	291,7	407,2	394,0	475,7
<i>dont enregistrement café cacao</i>	<i>116,0</i>	<i>111,0</i>	<i>151,6</i>	<i>172,4</i>	<i>243,4</i>	<i>226,2</i>	<i>265,0</i>
Patentes et Licences	17,8	27,1	19,8	28,6	20,6	21,4	25,4
Taxe sur les télécommunications	71,3	59,7	79,2	61,4	87,2	74,7	77,4
Taxe spécifique sur les télécommunications téléphoniques	34,7	28,3	38,6	29,1	39,3	36,0	37,3
Taxe sur caoutchouc				0,9			
Taxe ad valorem (secteur minier)	52,0	54,0	58,1	99,4	70,1	141,5	170,0
Taxe sur les produits cosmétiques	2,2		2,5	1,7	2,5	2,5	2,8
Accises et autres taxes indirectes (<i>hors revenus du domaine et taxes affectées</i>)	3,7	14,2	4,6	3,1	4,4	4,6	5,2
Taxe d'exploitation de pétrole et gaz	33,1	49,5	33,1	73,4	87,4	55,4	31,9
<i>dont gaz imputé</i>	<i>21,3</i>	<i>10,3</i>	<i>21,3</i>	<i>37,3</i>	<i>35,8</i>	<i>40,7</i>	<i>20,0</i>
TRESOR	12,6	14,3	12,9	18,2	13,7	12,0	1,7
Impôts directs	11,3	13,2	11,5	16,1	12,2	10,5	0,0
Impôts sur revenus et salaires	11,3	13,2	11,5	16,1	12,2	10,5	0,0
Impôts fonciers (<i>y/c RS 15% Loyer</i>)							
Impôts indirects	1,3	1,1	1,4	2,1	1,5	1,5	1,7
Timbres et vignettes							
Autres indirects	1,3	1,1	1,4	2,1	1,5	1,5	1,7
DGD	2 272,4	1 984,2	2 485,6	2 303,1	2 829,5	2 837,3	3 062,5
Droits et taxes à l'importation	1 785,2	1 549,1	1 991,3	1 823,1	2 039,7	2 050,0	2 212,0
Taxes sur produits pétroliers (<i>hors TSU FER en compte spécial à partir de 2015</i>)	313,0	77,1	437,2	268,8	444,4	570,9	597,9
Taxes hors produits pétroliers (<i>hors SGS, PCS et PCC</i>)	1 472,2	1 472,0	1 554,1	1 554,3	1 595,2	1 479,0	1 614,1
Taxes à l'exportation	487,2	435,2	494,3	480,0	789,8	787,3	850,5
TVA exonérée						211,5	226,1
DGI						126,9	135,7
DGD						84,6	90,4
RECETTES FISCALES ADDITIONNELLES							
REVENUS DU DOMAINE	47,1	51,0	52,3	48,6	53,4	50,0	53,3
RECETTES FISCALES AFFECTEES ET PARAFISCALITE	1 114,6	1 057,6	1 300,6	1 222,6	1 374,3	1 386,2	1 540,2
FDFP	32,4	32,7	36,0	34,3	44,5	40,0	46,0
Fonds de financement de la salubrité urbaine / ANAGED	86,0	77,5	121,5	102,1	124,0	131,7	171,4
FNAD	17,2	13,3	24,3	15,7	24,8	18,9	24,6
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)-ANAGED	10,9	9,8	11,3	9,5	11,0	12,5	12,5
Taxe /Sacs et Sachets en Matière Plastiques (TSSMP)-ANAGED	0,3	0,2	0,3	0,2	0,3	0,6	0,7
Taxe ad valorem (secteur minier)	9,0	9,5	10,2	15,7	12,4	25,0	28,5
TVA secteur électricité	38,3	35,0	44,7	59,3	53,4	79,8	70,4
Taxe microentreprise affectée au FER	0,8		0,9		1,0	0,9	1,2
Vignettes et patentes Part FER	42,2		48,5		55,4	53,4	60,4
Transfert TSU au Fonds d'Entretien Routier (FER)	144,2	172,7	172,3	186,0	160,2	146,5	164,3
PCS, PCC, UA et SGS	148,3	147,1	161,7	142,3	160,3	158,7	161,2
Recettes affectées aux collectivités	169,2	156,5	208,6	195,5	230,4	212,5	255,0
FIMR	7,8	10,2	10,4	12,9	10,9	10,9	10,6
Redevances Café Cacao Part CCC- Sacherie brousse	35,3	40,0	36,7	53,9	45,6	49,8	49,8
Fonds d'Investissement Agricole (ZQC)	4,8	7,1	6,3	12,0	10,1	10,1	10,6
TSU SIR (TSU soutien SIR+ CNQ)	93,3	93,4	105,0	97,5	99,0	86,7	57,9
Parafiscalité anacarde	24,5	10,2	23,0	7,3	18,3	18,3	18,3
Recettes de péages (FER)	25,7		28,3	39,5	49,8	49,0	54,0
Redevance statistique affectée au FNDS							9,7
Autres Taxes affectées	224,5	242,3	250,5	238,7	262,8	286,7	333,2
<i>dont Péréquation à partir de 2022 réel et 2023 prév</i>	<i>140,0</i>	<i>180,0</i>	<i>150,0</i>	<i>185,4</i>	<i>162,0</i>		<i>175,0</i>
TOTAL RECETTES FISCALES (hors FIMR)	6 646,1	6 131,9	7 533,3	7 113,1	8 803,9	8 578,0	9 776,7
PIB nominal	47 882,0	47 790,9	52 413,6	52 742,4	57 100,0	57 325,0	62 364,0

Source: DGBF, DGE, DGTCF, DGI, DGD

Annexe 4 : Evolution des recettes non fiscales

En milliards de FCFA

Nature des recettes	Budget 2022		Budget 2023		Budget 2024		Budget 2025		Projet de Budget 2026
	Collectif	Réal.	Collectif	Réal.	Initial	Réal.	Initial	Est.	
Recettes non fiscales du Trésor	86,2	60,2	63,1	105,0	78,0	121,1	83,4	161,6	171,8
Dividendes PETROCI	7,1	1,7	7,7	48,6	4,5	64,0	11,6	11,6	11,8
Autres Dividendes (SIB,SGBCI, autres)	21,5	16,9	21,3		26,6		18,7	50,0	50,0
Recettes des services	57,6	41,7	34,1	56,4	46,8	57,1	53,2	100,0	110,0
Revenus du domaine	42,0	53,0	47,1	51,0	52,3	48,6	53,4	50,0	53,3
Redevance téléphonie cellulaire		0,1	0,1	0,1	0,04	0,27	0,06	0,1	0,1
Recettes exceptionnelles		8,7		3,7		2,8			
Bonus de signature	3,2	3,6		7,7		3,6		11,2	
Produits financiers hors dividende				2,9		2,7			
Recettes des services transférées							73,5	73,5	74,2
TOTAL	131,4	125,6	110,3	170,4	130,3	179,1	210,4	296,4	299,4

Source : DGBF, DGE, DGTCP, DGI

Annexe 5 : Evolution des ressources du budget de l'Etat

En milliards de FCFA

Nature des recettes	2017	2018	2019	2020*	2021*	2022*	2023*	2024*	2025*	2026*
	Collectif	Budget voté	Budget voté	Collectif	Collectif	Collectif	Collectif	Budget	Budget voté	Projet de Budget
RESSOURCES INTERIEURES	5 074,6	5 471,1	6 014,4	5 642,7	6 997,6	8 446,6	9 212,7	11 107,3	12 481,0	15 007,9
Recettes fiscales	3 070,9	3 406,0	3 669,1	3 501,0	3 977,7	4 540,3	5 492,2	6 190,8	7 387,0	8 193,8
Recettes non fiscales	144,6	116,2	188,8	88,0	78,7	131,4	144,8	130,3	210,4	299,4
Transfert des entreprises	0,7	0,7	1,5	10,0	12,6	12,5	29,2	36,8	78,2	58,5
Produits de privatisation	23,9	2,8	102,0	1,0	0,0	112,7	5,5	1,0	1,0	4,0
FIMR (fonds café cacao)	14,5	13,4	12,5	7,7	7,7	9,8	7,8	10,4	10,9	10,6
Transfert au Fonds d'Entretien Routier (FER)	104,5	127,2	148,3	140,1	190,7	105,2	212,8	250,0	266,5	279,8
Autres recettes affectées	431,0	497,6	566,7	524,3	572,4	662,3	894,0	1 040,2	1 097,0	1 249,8
Titres publics-Emissions	1 296,8	1 310,7	1 429,0	1 246,5	2 158,0	2 872,4	2 426,3	3 447,7	3 430,1	4 911,9
RESSOURCES EXTERIEURES	1 373,0	1 285,2	1 319,9	2 772,7	2 096,0	2 287,9	3 296,0	2 613,5	2 858,1	2 342,3
Appuis budgétaires	447,4	369,1	379,7	1 448,8	830,6	679,1	1 154,5	1 271,8	1 414,6	788,7
Ressources des projets et dons programmes	925,6	916,1	940,2	1 323,9	1 265,4	1 608,9	2 141,6	1 341,7	1 443,6	1 553,6
Emprunts-projets	681,3	755,8	780,4	1 160,3	1 092,0	1 525,7	2 015,0	1 298,8	1 338,1	1 407,2
Dons-projets	244,3	160,3	159,8	163,5	173,4	83,1	126,6	42,9	105,5	146,4
TOTAL GENERAL	6 447,6	6 756,3	7 334,3	8 415,4	9 093,6	10 734,5	12 508,7	13 720,7	15 339,2	17 350,2

Source : DGBF, DGE, DGTCP, DGI, DGD, DGF

(*) N.B.: Pour des besoins de comparabilité, les données de 2020 à 2024 ont été présentées selon le format qui précède celui correspondant au budget-programmes.

Annexe 6 : Evolution des dépenses du budget de l'Etat

Nature des dépenses	En milliards de FCFA									
	2017	2018	2019	2020*	2021*	2022*	2023*	2024*	2025*	2026*
	Collectif	Budget voté	Budget	Collectif	Collectif	Collectif	Collectif	Budget	Budget voté	Projet de Budget
DETTE PUBLIQUE	1 459,8	1 547,3	1 821,4	1 930,6	2 256,2	3 179,6	3 846,3	4 796,3	5 635,7	6 674,1
Dette intérieure	884,2	919,0	1 062,4	1 139,6	1 258,0	1 858,4	2 127,7	2 314,0	3 340,6	4 278,8
Dette extérieure	575,5	628,3	759,1	791,0	998,2	1 321,3	1 718,6	2 482,3	2 295,1	2 395,4
DEPENSES ORDINAIRES	2 691,0	2 737,8	2 877,7	3 403,2	3 710,0	3 857,0	3 952,4	3 902,5	4 536,3	4 940,1
Abonnement	90,6	97,9	104,1	110,2	112,6	135,9	116,9	131,5	151,6	161,5
Personnel	1 512,2	1 635,4	1 720,8	1 770,1	1 856,9	2 027,4	2 245,3	2 331,7	2 532,6	2 853,5
Autres dépenses de fonctionnement	1 088,2	1 004,6	1 052,7	1 522,9	1 740,5	1 693,7	1 590,1	1 439,4	1 852,0	1 925,2
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	1 865,9	1 997,2	2 095,2	2 582,9	2 580,8	3 060,2	3 840,6	4 004,6	4 088,6	4 504,5
Trésor	940,3	1 081,1	1 154,9	1 259,0	1 315,4	1 451,3	1 699,0	2 662,9	2 645,0	2 950,8
<i>dont Investissements FIMR, FER et Parafiscalité anacarde</i>	119,0	164,1	187,5	173,4	224,2	139,7	245,1	283,3	295,6	308,7
Emprunts	681,3	755,8	780,4	1 160,3	1 092,0	1 525,7	2 015,0	1 298,8	1 338,1	1 407,2
Dons	244,3	160,3	159,8	163,5	173,4	83,1	126,6	42,9	105,5	146,4
DEPENSES SUR RECETTES AFFECTEES (hors FIMR, FER et parafiscalité anacarde)	431,0	474,0	540,0	498,7	546,6	637,7	869,5	1 017,2	1 078,7	1 231,5
TOTAL	6 447,6	6 756,3	7 334,3	8 415,4	9 093,6	10 734,5	12 508,7	13 720,7	15 339,2	17 350,2

Source : DGBF, DGF

(*) N.B.: Pour des besoins de comparabilité, les données de 2020 à 2024 ont été présentées selon le format qui précède celui correspondant au budget-programmes.

Annexe 7 : Masse salariale 2026

En milliards de FCFA

Libellé	Projet de Budget 2026
Gestion par la Solde	2 095,5
661100 Fonctionnaires de catégorie A	1 799,7
664100 Cotisations retraite des personnels sous statut	179,9
664320 Cotisations CNPS des agents contractuels et décisionnaires Part Employeur	0,3
669900 Autres dépenses de personnel	115,7
Solde de la Police	152,7
661100 Fonctionnaires de catégorie A	139,5
664100 Cotisations retraite des personnels sous statut	13,2
Solde des militaires	222,0
661700 Traitement de base des militaires	173,0
663990 Autres primes et indemnités	25,0
664200 Cotisations retraite des personnels militaires	21,7
669900 Autres dépenses de personnel	2,3
Subventions aux EPN et autres organismes	239,4
631100 Subventions d'équilibre aux Etablissements Publics - Personnel	4,0
639100 Subventions d'équilibre à d'autres catégories de bénéficiaires - Personnel	21,8
641110 Transferts aux EPA pour dépenses de personnel	167,4
641210 Transferts aux EPIC pour dépenses de personnel	46,2
Institutions Nationales	76,2
639100 Subventions d'équilibre à d'autres catégories de bénéficiaires - Personnel	3,9
641110 Transferts aux EPA pour dépenses de personnel	9,1
643210 Transferts aux Institutions Nationales pour dépenses de personnel	62,9
693100 Provisions et Imprévus hors projets	0,2
Rémunération du personnel local des ambassades	36,2
662200 Rémunérations du personnel occasionnel	0,4
662300 Rémunérations des gens de maison	2,5
662400 Rémunérations du personnel sous contrat en poste à l'étranger	15,0
663700 Indemnités de départ à la retraite	0,2
663990 Autres primes et indemnités	0,5
664320 Cotisations CNPS des agents contractuels et décisionnaires Part Employeur	0,4
664900 Autres cotisations sociales	4,5
665300 Frais de scolarité du personnel des ambassades	5,6
665600 Assurances maladie en faveur du personnel	7,0
Autres	0,1
Transferts aux Collectivités Décentralisées-personnel	6,2
642110 Transferts aux Districts Autonomes pour dépenses de personnel	0,5
642210 Transferts aux Régions pour dépenses de personnel	5,7
DIVERS	25,3
623100 Prestation des organismes de formation résidents	0,1
632100 Subventions d'équilibre aux entreprises publiques - Personnel	3,8
639100 Subventions d'équilibre à d'autres catégories de bénéficiaires - Personnel	5,2
643210 Transferts aux Institutions Nationales pour dépenses de personnel	0,5
643910 Transferts aux autres Administrations Publiques pour dépenses de personnel	0,8
662110 Salaires et appointements du personnel sous contrat et des décisionnaires ivoiriens	5,5
662200 Rémunérations du personnel occasionnel	1,2
663990 Autres primes et indemnités	5,9
664320 Cotisations CNPS des agents contractuels et décisionnaires Part Employeur	0,8
669900 Autres dépenses de personnel	1,0
Autres	0,4
TOTAL MASSE SALARIALE BUDGET	2 853,5
(en % des recettes fiscales (Norme communautaire = 35%))	29,2%

Pourcentage du PIB

4,6%

Source : DGBF, DGE, DGTCP, DGI

Annexe 8 : Evolution des dépenses de lutte contre la pauvreté du budget 2026

(toutes sources de financement confondues)

Montants en Francs CFA

Domaines	2025	2026
	Budget	Projet de Budget
01 Agriculture et développement rural	103 386 380 369	106 485 128 798
01.0 Administration générale	16 562 489 569	16 635 682 081
01.1 Programme de développement et de promotion de l'agriculture	25 455 104 141	26 278 189 513
01.2 Formation et encadrement	41 043 586 225	42 906 751 186
01.3 Aménagement hydro-agricole	9 474 914 434	10 086 206 018
01.4 Autres investissements en milieu rural (FRAR,FIMR)	10 850 286 000	10 578 300 000
02 Ressources Halieutiques et Production Animale	17 596 710 359	19 696 912 028
02.0 Administration générale / formation et encadrement	10 979 124 979	11 091 321 403
02.1 Appui à l'élevage et à la production laitière	2 462 652 089	3 487 087 882
02.2 Pêche et aquaculture	4 154 933 292	5 118 502 743
03 Education	1 885 226 883 798	2 084 790 630 160
03.0 Administration générale	124 379 017 284	160 744 505 434
03.1 Education préscolaire et enseignement primaire	751 987 620 612	849 707 918 059
03.2 Alphabétisation	720 245 213	775 200 000
03.3 Secondaire général, technique et professionnel	703 771 362 038	759 735 059 053
03.4 Enseignement supérieur et recherche scientifique	304 368 638 651	313 827 947 614
04 Santé	767 842 264 441	811 528 251 058
04.00 Administration générale santé	367 641 383 930	411 096 489 128
04.01 Système de santé primaire	181 523 657 492	140 588 482 825
04.02 Soins de santé préventive (programme élargie de vaccination)	2 100 000 000	2 500 000 000
04.03 Programme de lutte contre les pathologies et les endemies	123 973 288 429	135 018 041 955
04.04 Santé infantile, maternelle et nutrition	4 095 593 082	3 695 593 082
04.05 VIH/SIDA	29 394 833 187	51 430 559 432
04.06 CHU et Institutions médico-spécialisés	59 113 508 321	67 199 084 636
05 Eau et Assainissement	213 086 061 759	217 796 640 507
05.1 Accès à l'eau potable et assainissement	111 075 855 416	113 185 752 789
05.2 Protection de l'environnement et lutte contre la pollution	102 010 206 342	104 610 887 718
06 Energie	127 266 410 640	150 914 619 601
06.1 Accès à l'électricité	127 266 410 640	150 914 619 601
07 Routes et ouvrages d'art	422 009 734 123	424 217 838 710
07.1 Entretiens pistes rurales	8 653 099 033	2 840 566 944
07.2 Constructions d'ouvrages d'art	143 569 440 624	93 554 721 436
07.3 Autres travaux routiers	269 787 194 465	327 822 550 330
08 Affaires Sociales	91 772 680 265	98 463 209 377
08.0 Administration générale	17 831 047 410	20 139 757 821
08.1 Formations destinées aux femmes	4 376 684 273	6 898 995 287
08.2 Orphelinats, pouponnières et centres sociaux	28 476 058 697	28 924 293 076
08.3 Formation au personnel d'appui	1 541 374 865	1 764 221 356
08.4 Prise en charge des indigents, des victimes de guerre et de catastrophes	39 547 515 020	40 735 941 837
09 Décentralisation	165 309 274 257	237 873 882 190
09.1 Décentralisation	165 309 274 257	237 873 882 190
10 Reconstructions et réhabilitations	5 963 683 470	11 262 091 723
10.1 Construction et réhabilitation	1 519 633 020	3 500 000 000
10.2 Habitats et logements sociaux	4 444 050 450	7 762 091 723
11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté	45 605 782 204	46 617 075 383
11.1 Promotion et insertion des jeunes	42 406 038 682	43 737 131 468
11.3 Développement du tourisme et de l'artisanat	3 199 743 522	2 879 943 915
TOTAL	3 845 065 865 686	4 209 646 279 535

Source: DGBF

Annexe 9 : Présentation des dépenses du projet de budget 2026 selon la classification fonctionnelle

En milliards de FCFA

Divisions	Groupes	Budget 2025	Projet de Budget 2026
1	Services généraux des administrations publiques	8 760,5	10 081,5
11	Fonctionnement des organes exécutifs et législatifs, affaires financières et fiscales étrangères	3 078,4	3 362,3
13	Services généraux	46,4	45,1
17	Opérations concernant la dette publique	5 635,7	6 674,1
2	Défense	441,6	481,0
21	Défense militaire	182,9	198,9
22	Défense civile	115,5	130,0
25	Défense, n.c.a.	143,2	152,1
3	Ordre et sécurité publics	370,9	396,5
32	Services de protection civile	246,0	264,6
33	Tribunaux	124,9	131,9
4	Affaires économiques	1 349,7	1 560,4
42	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	338,6	360,6
43	Combustibles et énergie	541,7	705,3
44	Industries extractives et manufacturières, construction	1,4	0,8
45	Transports	323,9	321,5
46	Communications	79,6	75,4
49	Affaires économiques, n.c.a.	64,5	96,9
5	Protection de l'environnement	431,3	516,1
54	Préservation de la biodiversité et protection de la nature	79,2	103,2
56	Protection de l'environnement, n.c.a.	352,1	412,9
6	Logements et équipements collectifs	924,2	1 032,1
61	Logement	76,8	123,2
63	Alimentation en eau	123,2	126,7
66	Logement et équipements collectifs, n.c.a.	724,2	782,1
7	Santé	764,7	809,0
71	Produits, appareils et matériels médicaux	156,6	115,2
73	Services hospitaliers	258,8	304,1
76	Santé, n.c.a	349,3	389,7
8	Loisirs, culture et culte	203,2	208,7
81	Services récréatifs et sportifs	141,0	136,8
82	Services culturels	28,8	37,0
84	Culte et autres services communautaires	15,6	15,1
86	Loisirs, culture et culte, n.c.a.	17,7	19,8
9	Enseignement	1 930,2	2 084,8
91	Enseignements préélémentaire et primaire	752,0	849,7
92	Enseignement secondaire	609,4	602,7
94	Enseignement supérieur	328,5	338,8
98	Enseignement, n.c.a.	240,2	293,6
10	Protection sociale	163,0	180,0
104	Famille et enfants	29,4	31,3
109	Protection Sociale, n.c.a.	133,6	148,8
TOTAL		15 339,2	17 350,2

Source : DGBF

Annexe 10 : Présentation du projet budget 2026 selon les missions et par nature de dépenses

En milliards de FCFA

Missions	Budget 2026 par nature de dépenses				
	Personnel	Biens et services	Transferts	Investissements	Total
1 - Pouvoirs publics, Organes de Souveraineté et Gouvernance	175,3	83,2	198,0	107,8	564,4
1AE - Affaires extérieures	83,6	49,7	12,5	6,0	151,9
10C - Organes consultatifs	15,1	0,4	15,6	0,0	31,1
10E - Organes exécutifs	35,8	32,2	135,1	98,2	301,3
10J - Organes juridictionnels	10,9	0,4	13,7	1,9	26,9
10L - Organes législatives	30,0	0,4	21,2	1,7	53,2
2 - Défense, Sécurité et Justice	511,2	359,6	336,7	348,7	1 556,2
2AR - Armée	226,4	195,4	1,3	58,0	481,0
2JU - Justice	57,7	38,3	5,5	27,6	129,2
2PO - Police	227,1	125,9	329,9	263,1	946,0
3 - Administration Générale et Développement Economique	242,5	2 246,5	5 176,7	1 172,7	8 838,5
3AG - Affaires communes de l'administration générale et financière	21,6	28,7	34,2	9,8	94,3
3FI - Finances et Budget	213,9	2 209,9	5 128,0	1 148,2	8 700,0
3PD - Planification, programmation, prévision et statistiques générales	7,1	7,9	14,5	14,7	44,2
4 - Enseignement, Formation et Recherche	1 347,6	75,9	380,7	280,7	2 084,8
4ESR - Enseignement supérieur	138,1	18,9	139,6	42,1	338,8
4ESTP - Enseignement secondaire, technique et professionnel	1 209,4	56,9	241,1	238,6	1 746,0
5 - Santé et Action Sociale	429,3	80,2	70,4	409,1	989,0
5EMPL - Emploi et protection Sociale	26,2	18,2	10,7	93,6	148,8
5FFE - Protection Famille, Femme et enfant	14,5	8,0	0,3	8,6	31,3
5SAN - Santé	388,7	54,0	59,4	306,9	809,0
6 - Culture, Jeunesse, Sport et Loisir	44,3	21,2	94,0	89,1	248,5
6CUL - Culture, Communication et loisirs	21,2	15,8	53,8	5,9	96,6
6EJM - Jeunesse et Emploi des Jeunes	8,7	3,2	8,3	61,4	81,5
6SPO - Sports	14,4	2,2	32,0	21,8	70,4
7 - Développement des Infrastructures et Equipements Collectifs	32,1	28,9	765,6	1 141,9	1 968,5
7EQU - Equipement collectifs et Entretien Routier	8,5	4,5	347,1	457,6	817,7
7HAB - Habitat et urbanisme	6,4	12,5	5,7	98,7	123,2
7PET - Pétrole et Energie	5,8	2,7	393,4	304,2	706,1
7TRA - Transports et affaires maritimes	11,4	9,2	19,4	281,4	321,5
8 - Production, Développement industriel et Commercial	33,6	14,3	128,2	281,4	457,4
8AGRR - Agriculture et ressources halieutiques (y/c FIMR)	23,8	7,9	115,0	213,9	360,6
8IPRO - Industrie et promotion PME	9,8	6,4	13,2	67,5	96,9
9 - Environnement, Cadre de Vie et Protection de la Nature	37,6	25,2	215,7	364,3	642,8
9EF - Protection de la faune et de la Flore	25,2	14,5	2,1	61,5	103,2
9ENVI - Protection de l'environnement et Assainissement	12,4	10,8	213,6	302,8	539,6
Total Général	2 853,5	2 934,9	7 366,0	4 195,7	17 350,2

Source : DGBF

Annexe 11 : Présentation du projet de budget 2026 selon la classification fonctionnelle et par nature de dépenses

En milliards de FCFA

	Budget 2026 par nature de dépenses				
CFAP	Personnel	Biens et services	Transferts	Investissements	Total
01 Services généraux des administrations publiques	482,0	2 416,6	5 690,8	1 492,1	10 081,5
011 - Fonctionnement des organes exécutifs et législatifs, affaires financières	468,2	639,7	765,7	1 488,7	3 362,3
013 - Services généraux	13,8	19,0	8,9	3,5	45,1
017 - Opérations concernant la dette publique	-	1 757,9	4 916,2	-	6 674,1
02 Défense	226,4	195,4	1,3	58,0	481,0
021 - Défense militaire	99,6	79,3	-	20,0	198,9
022 - Défense civile	98,4	17,5	-	14,1	130,0
025 - Défense nca	28,4	98,5	1,3	23,9	152,1
03 Ordre et sécurité publics	220,7	77,3	19,3	79,1	396,5
032 - Service de protection civile	163,0	39,0	11,1	51,5	264,6
033 - Tribunaux	57,7	38,3	8,2	27,6	131,9
04 Affaires économiques	57,4	30,9	603,6	868,5	1 560,4
042 - Agriculture, Sylviculture, Pêche et Chasse	23,8	7,9	115,0	213,9	360,6
043 - Combustibles et Energie	5,8	2,4	393,4	303,7	705,3
044 - Industries extractives et manufacturières, construction	-	0,3	-	0,5	0,8
045 - Transports	11,4	9,2	19,4	281,4	321,5
046 - Communications	6,6	4,7	62,5	1,6	75,4
049 - Affaires économiques nca	9,8	6,4	13,2	67,5	96,9
05 Protection de l'environnement	37,6	24,9	213,3	240,3	516,1
054 - Préservation de la biodiversité et protection de la nature	25,2	14,5	2,1	61,5	103,2
056 - Protection de l'environnement nca	12,4	10,5	211,2	178,8	412,9
06 Logements et équipements collectifs	14,9	17,2	319,6	680,4	1 032,1
061 - Logement	6,4	12,5	5,7	98,7	123,2
063 - Alimentation en eau	-	0,3	2,4	124,1	126,7
066 - Logements et équipements collectifs nca	8,5	4,5	311,5	457,6	782,1
07 Santé	388,7	54,0	59,4	306,9	809,0
071 - Produits, appareils et matériels médicaux	1,0	0,0	12,1	102,1	115,2
073 - Services hospitaliers	52,5	29,4	43,5	178,6	304,1
076 - Santé nca	335,1	24,5	3,8	26,3	389,7
08 Loisirs Culture et culte	37,7	16,5	67,0	87,5	208,7
081 - Services récréatifs et sportifs	22,0	5,2	37,4	72,2	136,8
082 - Services culturels	11,8	3,7	18,3	3,2	37,0
084 - Culte et autres services communautaires	1,1	0,2	2,8	11,0	15,1
086 - Loisirs, culture et culte nca	2,8	7,3	8,6	1,1	19,8
09 Enseignement	1 347,6	75,9	380,7	280,7	2 084,8
091 - Enseignements preélémentaire et primaire	764,9	21,0	28,3	35,6	849,7
092 - Enseignement secondaire	387,8	11,2	129,4	74,4	602,7
094 - Enseignement supérieur	138,1	18,9	139,6	42,1	338,8
098 - Enseignement nca	56,8	24,8	83,4	128,6	293,6
10 Protection sociale	40,7	26,2	11,0	102,2	180,0
104 - Famille et enfants	14,5	8,0	0,3	8,6	31,3
109 - Protection sociale, nca	26,2	18,2	10,7	93,6	148,8
Total Général	2 853,5	2 934,9	7 366,0	4 195,7	17 350,2

Source: DGBF

Annexe 12 : Présentation du projet de budget 2026 par mission selon la classification CFAP

En milliards de FCFA

CFAP / MISSIONS	1 - Pouvoirs publics, Organes de Souveraineté et Gouvernance	2 - Défense, Sécurité et Justice	3 - Administration Générale et Développement Economique	4 - Enseignement, Formation et Recherche	5 - Santé et Action Sociale	6 - Culture, Jeunesse, Sport et Loisir	7 - Développement des Infrastructures et Equipements Collectifs	8 - Production, Développement industriel et Commercial	9 - Environnement, Cadre de Vie et Protection de la Nature	Total
01 Services généraux des administrations publiques	561,6	681,4	8 838,5	-	-	-	-	-	-	10 081,5
02 Défense	-	481,0	-	-	-	-	-	-	-	481,0
03 Ordre et sécurité publics	2,7	393,8	-	-	-	-	-	-	-	396,5
04 Affaires économiques	-	-	-	-	-	39,8	1 063,2	457,4	-	1 560,4
05 Protection de l'environnement	-	-	-	-	-	-	-	-	516,1	516,1
06 Logements et équipements collectifs	-	-	-	-	-	-	905,4	-	126,7	1 032,1
07 Santé	-	0,0	-	-	809,0	-	-	-	-	809,0
08 Loisirs Culture et culte	-	-	-	-	-	208,7	-	-	-	208,7
09 Enseignement	-	-	-	2 084,8	-	-	-	-	-	2 084,8
10 Protection sociale	-	-	-	-	180,0	-	-	-	-	180,0
Total Général	564,4	1 556,2	8 838,5	2 084,8	989,0	248,5	1 968,5	457,4	642,8	17 350,2

Source : DGBF

Annexe 13 : Présentation du projet de budget 2026 selon la classification fonctionnelle et par nature économique

En milliards de FCFA

NATURES ECONOMIQUES / CFAP	01 Services généraux des administrations publiques	02 Défense	03 Ordre et sécurité publics	04 Affaires économiques	05 Protection de l'environnement	06 Logements et équipements collectifs	07 Santé	08 Loisirs Culture et culte	09 Enseignement	10 Protection sociale	Total
15 Emprunts projets (remboursement amortissements de la dette)	471,4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	471,4
16 Emprunts programmes (remboursement amortissements de la dette)	231,6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	231,6
17 Autres emprunts (remboursement amortissements de la dette)	4 213,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4 213,2
21 Immobilisations incorporelles	5,5	0,0	1,3	0,4	0,2	2,2	0,0	0,4	0,6	0,0	10,7
22 Acquisitions et aménagement des sols et sous-sols	5,4	-	0,5	0,3	0,3	0,1	0,0	0,1	0,0	-	6,7
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	24,5	1,1	26,2	8,6	3,6	334,1	20,9	1,7	23,3	1,9	446,0
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	58,3	3,5	6,4	4,9	2,1	5,8	7,2	2,9	23,0	4,6	118,7
25 Equipements militaires	0,2	32,5	0,3	0,7	-	0,0	-	-	-	-	33,8
26 Prises de participation et cautionnements	51,6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	51,6
27 Prêts et avances	-	-	-	0,1	-	-	-	-	-	-	0,1
60 Achats de biens	129,8	25,6	38,3	8,7	4,1	6,9	26,9	3,1	57,7	8,0	309,2
61 Acquisitions de services	78,1	36,0	6,5	7,8	2,5	4,6	9,3	2,7	8,5	4,2	160,3
62 Autres services	262,0	25,3	6,4	14,6	34,8	37,9	39,6	7,7	15,1	12,3	455,7
63 Subventions	130,0	0,4	7,7	72,3	45,3	40,7	11,4	29,4	43,1	48,2	428,5
64 Transferts	1 097,6	13,5	47,8	1 379,3	375,5	586,3	343,7	135,0	686,1	40,5	4 705,4
65 Charges exceptionnelles	430,6	0,3	40,7	20,3	7,0	3,6	13,8	1,2	1,6	20,2	539,3
66 Charge de personnel	390,7	342,7	214,4	42,4	40,7	9,8	336,0	24,5	1 221,8	39,9	2 663,0
67 Intérêts et frais financiers	1 670,4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 670,4
69 Dotations aux provisions	830,5	-	0,0	-	-	-	-	-	4,1	0,0	834,7
Total Général	10 081,5	481,0	396,5	1 560,4	516,1	1 032,1	809,0	208,7	2 084,8	180,0	17 350,2

Source : DGBF

Annexe 14 : Présentation du projet de budget 2026 par mission et par nature économique

En milliards de FCFA

NATURES ECONOMIQUES / MISSIONS	1 - Pouvoirs publics, Organes de Souveraineté et Gouvernance	2 - Défense, Sécurité et Justice	3 - Administration Générale et Développement Economique	4 - Enseignement, Formation et Recherche	5 - Santé et Action Sociale	6 - Culture, Jeunesse, Sport et Loisir	7 - Développement des Infrastructures et Equipements Collectifs	8 - Production, Développement industriel et Commercial	9 - Environnement, Cadre de Vie et Protection de la Nature	Total
15 Emprunts projets (remboursement amortissements de la dette)	-	-	471,4	-	-	-	-	-	-	471,4
16 Emprunts programmes (remboursement amortissements de la dette)	-	-	231,6	-	-	-	-	-	-	231,6
17 Autres emprunts (remboursement amortissements de la dette)	-	-	4 213,2	-	-	-	-	-	-	4 213,2
21 Immobilisations incorporelles	0,0	1,4	5,5	0,6	0,0	0,4	2,4	0,1	0,4	10,7
22 Acquisitions et aménagement des sols et sous-sols	-	1,1	4,9	0,0	0,0	0,1	0,1	0,3	0,3	6,7
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	4,6	28,8	18,4	23,3	22,8	1,7	289,7	7,5	49,1	446,0
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	2,6	24,6	41,0	23,0	11,8	3,1	7,5	2,9	2,3	118,7
25 Equipements militaires	-	32,8	0,2	-	-	-	0,7	-	0,0	33,8
26 Prises de participation et cautionnements	-	-	51,6	-	-	-	-	-	-	51,6
27 Prêts et avances	-	-	-	-	-	-	-	0,1	-	0,1
60 Achats de biens	13,3	144,2	36,2	57,7	35,0	3,6	9,1	5,5	4,7	309,2
61 Acquisitions de services	33,2	46,1	41,4	8,5	13,6	5,3	6,2	3,5	2,6	160,3
62 Autres services	10,0	42,7	240,9	15,1	51,9	9,9	39,9	6,1	39,1	455,7
63 Subventions	30,5	23,3	84,3	43,1	59,7	37,2	59,1	31,9	59,5	428,5
64 Transferts	372,2	551,5	235,3	686,1	384,2	159,7	1 519,3	359,9	437,2	4 705,4
65 Charges exceptionnelles	0,4	41,9	429,3	1,6	34,0	1,2	9,3	14,7	7,0	539,3
66 Charge de personnel	94,8	614,1	238,9	1 221,8	375,9	26,4	25,4	24,9	40,7	2 663,0
67 Intérêts et frais financiers	-	-	1 670,4	-	-	-	-	-	-	1 670,4
69 Dotations aux provisions	2,7	3,7	824,1	4,1	0,0	-	-	-	-	834,7
Total Général	564,4	1 556,2	8 838,5	2 084,8	989,0	248,5	1 968,5	457,4	642,8	17 350,2

Source : DGBF

Annexe 15 : Situation des restes à recouvrer à fin août 2025

Situation des restes à recouvrer au titre des recettes fiscales

Le stock à recouvrer (arriérés 2024 et antérieurs et prises en charge 2025) au titre des recettes fiscales s'élève à 496 745 604 891 FCFA au 31 août 2024 dont un montant de 112 097 327 687 FCFA de restes à recouvrer comme le présente le tableau ci-dessous :

Tableau 1 : Etat des restes à recouvrer au titre des recettes fiscales

Désignation	Montant en FCFA		
	Stock 2024 à recouvrer	Recouvrement au 31 août 2025	Restes à recouvrer au 31 août 2025
RECETTES FISCALES DGTCP			
Impôt direct	0	8 053 971	
Impôt indirect	1 500 000 000	1 117 616 102	382 383 898
Sous-Total DGTCP	1 500 000 000	1 125 670 073	382 383 898
RECETTES FISCALES DGI			
Impôt sur Traitement et Salaire	58 948 110 088	47 137 530 875	11 810 579 213
Bénéfice Industriel et Commercial/Bénéfice Non Commercial	91 382 630 535	75 964 921 149	15 417 709 386
Taxe sur la Valeur Ajoutée/Taxe sur les Prestations de service	133 769 240 620	115 222 264 632	18 546 975 988
Patente	17 568 867 243	11 791 912 779	5 776 954 464
Taxe de publicité	855 279 646	212 375 804	642 903 842
IRVM/IRC/IGR	17 458 676 787	14 624 369 927	2 834 306 860
TSE/FDFP	4 750 143 007	3 114 522 953	1 635 620 054
Taxe d'Etat de l'Entreprenant yc Impôt synthétique	4 208 387 303	2 530 502 748	1 677 884 555
Droits de bail, d'enregistrement et de timbre	6 127 750 963	3 273 302 605	2 854 448 358
TOB/TDNTIC/Autres taxes	10 997 247 072	7 118 823 382	3 878 423 690
Impôt foncier	21 522 230 701	1 346 121 295	20 176 109 406
Sous-Total DGI	367 588 563 965	282 336 648 149	85 251 915 816
RECETTES FISCALES DGD			
Acompte sur secteur informel	5 603 501	5 258 010	345 491
Dus Anacarde	1 852 015 031	1 279 897 727	572 117 304
DUS Autres	146 095	83 130	62 965
DUS sur le Bois	5 227 793	4 781 703	446 090
DUS sur le Cacao	2 262 977 577	2 166 109 288	96 868 289
DUS sur le Café	149 560 599	142 292 510	7 268 089
Droit de Douane	28 921 559 324	22 609 694 150	6 311 865 174
DUS sur les produits dérivés du Cacao	10 660 110 129	10 454 411 389	205 698 740
Intérêt de retard	26 748 675	21 106 017	5 642 658
Prélèvements Communautaires CEDEAO, de Solidarité et Union Africaine	4 726 421 725	3 392 416 017	1 334 005 707
Prélèvements Compensatoire sur Sacs	99 244	29 476	69 768
Prélèvement sur les Viandes	193 990 785	175 971 590	18 019 194
Redevance Statistique	3 917 563 330	2 803 147 284	1 114 416 046
Taxe Spéciale sur le Tabac	1 089 455 157	511 800 353	577 654 804
Taxe sur Produits Cosmétiques	120 899 366	71 450 405	49 448 961
Taxe Conjoncturelle à l'importation	1 091 327	1 091 327	0
Taxe sur le caoutchouc	1 165 335 225	951 618 301	213 716 924
Taxe de solidarité Sida-Tabagisme	114 679 503	53 873 727	60 805 775
Taxe spéciale sur mat. plastique	140 598 617	121 726 534	18 872 083
Taxe Spéciale sur les Boissons	222 113 171	156 579 889	65 533 283
Taxe Salubrité Protection de l'Environnement.	1 008 652	1 008 652	0
Taxe spéciale sur marbre	2 663 574	2 663 574	0
Taxe Spéciale sur Purée de tomates	6 330	6 330	0
Taxe spéciale. Tabac pour le développement du Sport	133 792 751	62 852 680	70 940 071
Taxe spéciale véhicule	206 791 758	149 981 369	56 810 389
Taxe spécifique Unique B.G.E.	18 431 099 151	14 634 855 873	3 796 243 278
Taxe spécifique Unique F.E.R.	6 268 481 592	5 064 642 086	1 203 839 505
Taxe sur la Valeur Ajoutée	47 037 000 947	36 354 663 563	10 682 337 384
Sous-Total DGD	127 657 040 926	101 194 012 954	26 463 027 973
TOTAL DES RESTES A RECOUVRER	496 745 604 891	384 656 331 176	112 097 327 687

Source : DGTCP, DGI, DGD

Annexe 15 : Situation des restes à recouvrer à fin août 2025 (Suite et fin)

Situation des restes à recouvrer au titre des recettes non fiscales

Au 31 août 2025, sur un objectif de 100 000 000 000 FCFA, les recettes non fiscales ont été recouvrées à hauteur de 81 991 084 269 FCFA, soit un reste à recouvrer de 18 009 352 931 FCFA, représentant 18,0% de l'objectif annuel.

Tableau 2 : Etat des restes à recouvrer au titre des recettes non fiscales

Montant en FCFA			
Désignation	Stock 2025 à recouvrer	Recouvrement au 31 août 2025	Restes à recouvrer au 31 août 2025
Recettes contractuelles			
Redevances	16 000 000 000	10 103 808 000	- 5 896 192 000
Recettes non contractuelles			
Droits et frais administratifs Amendes et condamnations pécuniaires Recettes exceptionnelles	82 155 000 000	68 634 415 086	-13 520 584 914
Diverses autres recettes non fiscales	1 845 000 000	3 252 861 183	-
TOTAL DES RESTES A RECOUVRER	-	-	

Source : DGTCP

Annexe 16 : Situation des restes à payer de l'Etat à fin août 2025

Les restes à payer de l'Etat sont définis comme les dépenses prises en charge par le comptable public, mais qui ne sont pas encore payées. Pour l'exercice budgétaire 2025, à la date du 31 août 2025, ces restes à payer de l'Etat se chiffrent à **167 865 473 347 FCFA**.

Ils sont constitués de **135 035 313 594 FCFA** de dépenses ordinaires et de **32 830 159 753 FCFA** de dépenses d'investissement (sur financement intérieur).

Les restes à payer de l'Etat sur dépenses ordinaires comprennent **47 015 263 228 FCFA** de dépenses d'abonnement (dont 38 228 875 670 FCFA au titre de la consommation d'électricité, 4 197 385 899 FCFA pour l'eau et 4 589 001 659 FCFA pour le téléphone) et 88 020 050 366 FCFA d'autres dépenses de fonctionnement notamment des subventions et autres transferts.

Etat développé des restes à payer de l'Etat

Montant en FCFA

Nature de dépenses	Exercice 2025 (Stock à fin août)
Dépenses ordinaires	135 035 313 594
Dépenses d'abonnement	47 015 263 228
CIE	38 228 875 670
SODECI	4 197 385 899
Orange CI	4 589 001 659
Autres dépenses de fonctionnement	88 020 050 366
Dépenses d'investissements	32 830 159 753
Sur financement intérieur	32 830 159 753
Total des restes à payer de l'Etat	167 865 473 347

Source : DGTCP

Annexe 17 : Plan de trésorerie prévisionnel et mensualisé de l'exécution du budget de l'Etat au titre de l'année 2026

(En milliards de F CFA)	janv-26	févr-26	mars-26	avr-26	mai-26	juin-26	juil-26	août-26	sept-26	oct-26	nov-26	déc-26	TOTAL
	Prév.	Prév.	Prév.	Prév.	Prév.	Prév.	Prév.	Prév.	Prév.	Prév.	Prév.	Prév.	Prév.
RECETTES	619,2	537,2	602,3	774,6	577,0	875,3	654,8	609,8	748,8	648,5	642,2	770,2	8 059,9
A - Recettes fiscales	607,8	529,3	578,1	763,9	567,5	863,5	595,2	552,2	732,0	624,2	614,5	743,9	7 772,2
* DGI	353,6	282,0	329,0	516,0	325,3	621,5	360,2	327,5	497,7	355,1	316,9	423,3	4 708,0
* Trésor	0,0	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,7
* DGD	254,2	247,1	248,9	247,7	242,1	241,8	234,9	224,6	234,2	269,0	297,5	320,5	3 062,5
B - Recettes non fiscales	11,4	7,9	24,2	10,7	9,5	11,8	59,6	57,6	16,8	24,4	27,7	26,3	287,7
dont * Recettes non fiscales du Trésor	6,9	3,5	4,7	6,3	5,0	7,4	50,1	43,2	12,3	10,4	12,7	9,3	171,8
* Versements des entreprises			15,0				5,0	10,0		9,0	10,0	9,5	58,5
* Privatisation et ventes d'actifs										0,5	0,5	3,0	4,0
* Revenus du domaine	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	53,3
* Licence télécommunication			0,04		0,02								0,06
DEPENSES	1 066,4	789,5	1 263,1	1 069,8	944,8	1 651,8	1 188,6	1 061,1	1 208,5	1 267,7	935,6	1 313,5	13 760,4
A - Dépenses obligatoires	844,0	451,8	913,3	700,8	575,9	1 282,8	819,8	692,4	839,7	851,0	523,8	903,4	9 398,7
1- Dette Publique	596,0	242,0	703,5	491,0	366,1	1 073,1	610,0	482,6	629,9	585,1	257,7	637,1	6 674,1
a - Dette intérieure	278,0	159,0	366,1	246,8	305,9	794,0	299,5	401,5	491,0	369,7	186,8	380,4	4 278,8
b - Dette extérieure	318,0	83,0	337,4	244,2	60,2	279,0	310,5	81,1	138,9	215,4	70,9	256,7	2 395,4
2- Personnel	247,9	209,8	209,8	209,8	209,8	209,8	209,8	209,8	209,8	265,9	266,1	266,2	2 724,6
B - Dépenses prioritaires	222,4	337,7	349,7	369,0	369,0	369,0	368,8	368,8	368,8	416,7	411,8	410,2	4 361,7
1- Investissements	100,3	187,3	187,3	197,9	197,9	197,9	197,9	197,9	197,9	237,5	237,5	237,5	2 374,7
dont * Projets C2D		5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	7,5	7,5	7,5	9,0	9,0	9,1	74,4
* Fonds d'Etudes		5,0	5,0	5,0	5,0	6,0	6,0	6,0	6,0	7,0	7,0	7,0	65,0
* Couverture Maladie Universelle (CMU)		4,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	24,2
2- Fonctionnement des Services	53,7	63,7	76,7	78,3	78,3	78,3	76,1	76,1	76,1	76,7	76,7	76,7	887,6
dont * Carburant FRCI	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	1,0	1,0	1,0				15,0
* Alimentation FRCI	4,0	4,0	4,0	5,7	5,7	5,7	4,5	4,5	4,5	6,1	6,1	6,1	60,7
* Fonctionnement des Ministères	47,7	57,7	70,7	70,7	70,7	70,7	70,7	70,7	70,7	70,7	70,7	70,7	811,9
3- Transferts	59,2	59,2	59,2	69,2	69,2	69,2	72,7	72,7	72,7	81,2	81,2	81,7	847,6
dont * Subvention aux écoles privées	10,5	10,5	10,5	24,3	24,3	24,3	12,1	12,1	12,1	12,1	12,1	12,1	177,0
* Bourse, kits scolaires et transport	5,6	5,6	5,6	11,2	11,2	11,2	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	98,4
* Etablissements Publics Nationaux (EPN)	11,1	11,1	11,1	11,8	11,8	11,8	12,4	12,4	12,4	18,6	18,6	18,6	161,5
* Transfert aux Collectivités et Districts	3,8	3,8	3,8	3,8	3,8	3,8	3,8	3,8	3,8	3,8	3,8	3,9	46,1
4- Abonnement (SODECI, CI-TELCOM)	9,2	9,3	9,3	9,3	9,3	9,3	9,3	9,3	9,3	9,3	9,3	9,3	111,5
5- Dépenses liées aux élections et à la sécurité		18,1	17,2	14,2	14,2	14,2	12,8	12,8	12,8	12,0	7,1	5,0	140,3
SOLDE DE TRESORERIE HORS FINANCEMENT	-447,2	-252,3	-660,8	-295,1	-367,9	-776,5	-533,8	-451,3	-459,7	-619,2	-293,4	-543,3	-5 700,5
FINANCEMENT	450,0	380,0	1 005,9	324,8	310,0	550,0	791,1	380,0	370,0	345,0	265,0	528,8	5 700,5
A - Emprunts sur marchés monétaire et financier	450,0	380,0	1 005,9	250,4	310,0	550,0	316,0	380,0	370,0	345,0	265,0	289,6	4 911,9
* Bons du Trésor	136,5	148,2	150,2	97,7	120,9	136,5	103,7	109,2	144,3	115,1	103,4	124,8	1 490,3
* Emprunts obligataires	200,0					200,0							400,0
* Obligations du Trésor	113,5	231,8	134,9	152,7	189,1	213,5	212,3	270,8	225,7	230,0	161,7	164,8	2 300,6
* Financement en devise			720,9										720,9
B - Ressources extérieures				74,4			475,1					239,2	788,7
* FMI							475,1						475,1
* Banque Mondiale												168,6	168,6
* BAD												56,2	56,2
* AFD - C2D				74,4									74,4
* Union Européenne												14,4	14,4
SOLDE GLOBAL DE TRESORERIE	2,8	127,7	345,1	29,7	-57,9	-226,5	257,3	-71,3	-89,7	-274,2	-28,4	-14,5	0,0
SOLDE DE TRESORERIE CUMULEE	2,8	130,5	475,7	505,3	447,4	220,9	478,2	406,8	317,2	42,9	14,5	0,0	0,0

Source : MFB/DGF

N.B. : Hors TVA exonérée sur projets, opérations de compensation et opérations affectées (dépenses abonnement CIE compensées avec les revenus du gaz, subvention au secteur électricité, ITS solde, projets financés sur ressources extérieures, dépenses sur recettes affectées y/c recettes de services)